

4052

CILSS

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL

B. P. 7049 Ouagadougou
Tél. 30-67-57/58/59



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

Fax 307247
Télex 5263 Comiter

SECRETARIAT EXECUTIF



Burkina Faso



Cap-Vert



Gambie



Guinée Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Tchad



PAROC

Programme d'Appui Régional aux Organismes Céréaliers

GTZ - République Fédérale d'Allemagne

01 B.P. 67 Ouagadougou 01 / Burkina Faso

Tél. (226) 31 24 71 / 17 85 Fax 31 17 85

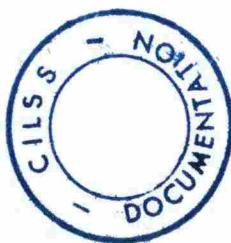
Etude

sur la commercialisation des céréales par
les organismes céréaliers dans six pays du CILSS :
Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad

Janvier 1993

Consultant : Dr Abdoulaye SALL
B.P. 1966 Bamako/MALI
Tél. : 226813 - Fax : 226813

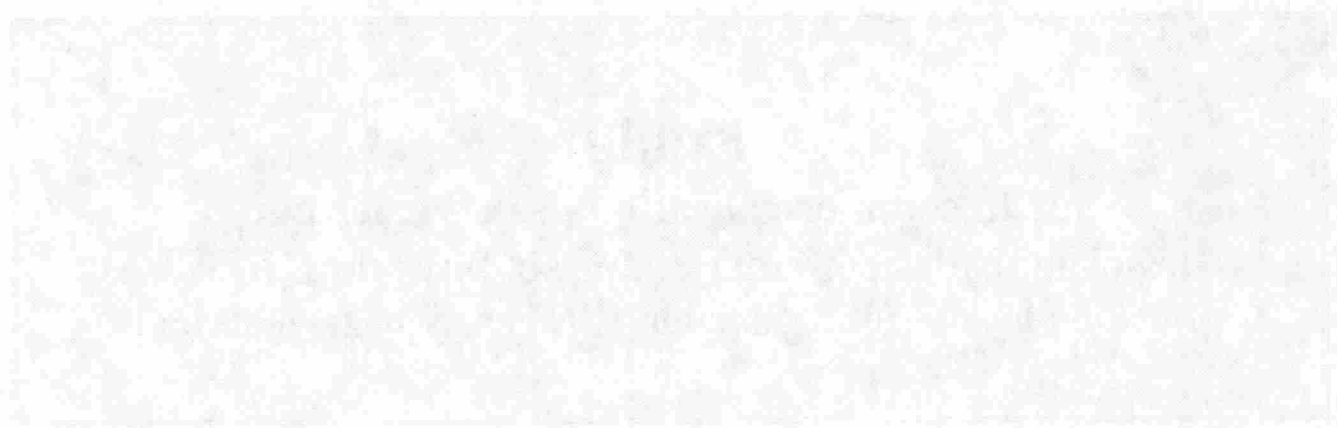




Etude
sur la commercialisation des céréales par
les organismes céréaliers dans six pays du CILSS :
Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad

réalisée par Dr Abdoulaye SALL (Consultant)
B.P. 1966 Bamako/MALI
Tél. : 226813 - Fax : 226813

Les idées et faits contenus dans ce document sont sous la responsabilité de l'auteur et n'engagent pas nécessairement la GTZ, le CILSS ou le PAROC.



Page 1 of 1
10/10/2010 10:10:10 AM
10/10/2010 10:10:10 AM

Page 1 of 1
10/10/2010 10:10:10 AM
10/10/2010 10:10:10 AM

1	RESUME	1
2	INTRODUCTION	9
2.1	Rappel	9
2.2	Objectifs de l'Etude et résultats escomptés	12
2.3	Méthodologie	13
3	IDENTIFICATION DES MODES D'INTERVENTION	16
3.1	OFNACER/Burkina Faso	16
3.1.1	<u>Modes d'approvisionnement</u>	16
3.1.1.1	Les achats directs aux producteurs	16
3.1.1.2	Les achats directs dans les marchés populaires	17
3.1.1.3	Les achats par l'intermédiaire des groupements villageois	17
3.1.1.4	Les achats auprès des commerçants	17
3.1.2	<u>Modes de distribution</u>	17
3.1.2.1	Les ventes directes	18
3.1.2.2	Les ventes combinées	18
3.1.2.3	Les distributions CNLES	18
3.2	OPAM/Mali	18
3.2.1	<u>Modes d'approvisionnement</u>	19
3.2.1.1	Les appels d'offres	19
3.2.2	<u>Modes de distribution</u>	19
3.2.2.1	Les ventes directes	19
3.2.2.2	Les ventes par appels d'offres	20
3.2.2.3	Les distributions gratuites	20
3.3	CSA/Mauritanie	21
3.3.1	<u>Modes d'approvisionnement</u>	21
3.3.1.1	Les achats directs porte-magasins	21
3.3.2	<u>Modes de distribution</u>	21
3.3.2.1	Les ventes par appels d'offres	21
3.3.2.2	Les distributions gratuites	23
3.3.2.3	Les distributions "Vivres contre Travail" (VCT)	23
3.4	OPVN/Niger	23
3.4.1	<u>Modes d'approvisionnement</u>	23
3.4.1.1	Les appels d'offres et les offres publiques d'achats	23
3.4.2	<u>Modes de distribution</u>	25
3.4.2.1	Les offres publiques de ventes	25
3.4.2.2	Le distribution des aides alimentaires	26

THE HISTORY OF THE

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

3.5	CSA/Sénégal	27
3.5.1	<u>Modes d'approvisionnement</u>	27
3.5.1.1	Les achats directs porte-magasins	27
3.5.2	<u>Modes de distribution</u>	27
3.5.2.1	Les ventes directes	27
3.5.2.2	La distribution des aides alimentaires	28
3.6	ONC/Tchad	28
3.6.1	<u>Modes d'approvisionnement</u>	28
3.6.1.1	Les achats directs aux producteurs	28
3.6.1.2	Les achats auprès des groupements de producteurs	28
3.6.1.3	Les achats auprès des commerçants	28
3.6.2	<u>Modes de distribution</u>	29
3.6.2.1	Ventes directes	29
3.6.2.2	La distribution des aides alimentaires	29
4	IMPACT DES MODES D'INTERVENTION DES ORGANISMES CEREALIERES	30
4.1	Impact sur le fonctionnement des organismes céréaliers	31
4.1.1	<u>Les interventions directes</u>	31
4.1.2	<u>Les interventions par appels d'offres et offres publiques</u>	40
4.2	Impact sur le fonctionnement des marchés céréaliers	42
4.2.1	<u>Les interventions directes</u>	43
4.2.2	<u>Les interventions par appels d'offres et offres publiques</u>	46
4.3	Impact sur la sécurité alimentaire	55
4.3.1	<u>Les interventions directes</u>	55
4.3.2	<u>Les interventions par appels d'offres et offres publiques</u>	61
5	RECOMMANDATIONS	64

ANNEXES

- I QUANTITES DE CEREALES DISPONIBLES DES ORGANISMES CEREALIERES
- II PERSONNALITES RENCONTREES AU CILSS ET DANS LES DIFFERENTS PAYS
- III TERMES DE REFERENCE

1. The first part of the report deals with the general situation of the country and the progress of the work during the year. It is divided into two main sections: the first section deals with the general situation and the second section deals with the progress of the work.

2. The second part of the report deals with the results of the work during the year. It is divided into two main sections: the first section deals with the results of the work in the field of research and the second section deals with the results of the work in the field of education.

3. The third part of the report deals with the conclusions of the work during the year. It is divided into two main sections: the first section deals with the conclusions of the work in the field of research and the second section deals with the conclusions of the work in the field of education.

4. The fourth part of the report deals with the recommendations of the work during the year. It is divided into two main sections: the first section deals with the recommendations of the work in the field of research and the second section deals with the recommendations of the work in the field of education.

5. The fifth part of the report deals with the summary of the work during the year. It is divided into two main sections: the first section deals with the summary of the work in the field of research and the second section deals with the summary of the work in the field of education.

1 RESUME

La présente étude vise :

- l'identification des différents modes d'intervention des offices céréaliers dans six pays du CILSS (Burkina Faso- Mali- Mauritanie- Niger- Sénégal- et Tchad) et
- une meilleure connaissance des impacts de ces différents modes d'intervention sur la Sécurité Alimentaire en général, sur le fonctionnement des marchés céréaliers et le fonctionnement des offices céréaliers en particulier.

L'impact des transactions commerciales et/ou non commerciales sur la Sécurité Alimentaire, le fonctionnement du marché céréalier et l'efficacité de l'organisme céréalier varie selon les modes d'intervention à travers lesquels nous avons identifié la primauté des achats directs et des ventes directes sur les appels d'offres et les offres publiques.

Les autres modes d'intervention tels le gré à gré, les achats sur rendez-vous usités à titre transitoire pour relayer les modes d'intervention officiels, sont assimilés aux achats et ventes directs. Ces transactions s'effectuent à travers des opérations directes entre les organismes et les tiers.

L'impact des interventions directes sur le fonctionnement des organismes céréaliers se résume à :

- le déploiement des structures d'achats et de ventes en plus du personnel fixe dans chaque zone d'intervention pour répondre à une offre et/ou une demande atomisées par une intervention trop coûteuse ;
- la mobilisation anticipée (avant les achats et en cours de campagne) des moyens financiers et logistiques importants. Le démarrage de la campagne est lié à des équipes et centres d'achats et de ventes opérationnels ;
- les réactualisations répétées des prévisions (quantités, prix, imprévus...) qui ne tiennent compte généralement ni des besoins qu'elles impliquent ni des ressources réellement mobilisables localement ;
- la mise en place d'un mécanisme de suivi approprié pour la sécurisation des ressources financières mobilisées pour les achats et encaissées suite aux ventes, la moralité des dépenses effectuées par les équipes d'achats et/ou de ventes, la qualité des céréales achetées et stockées.

1870

1871

1872

1873

1874

1875

1876

1877

1878

1879

1880

Au Burkina Faso, les taux de perte sur commercialisation de 1984 à 1990 de l'OFNACER s'élèvent à 447 306 060 FCFA. Ces pertes seraient plus importantes si l'on prenait en compte toutes les charges telles que les frais d'approche, de stockage et de manutention.

En Mauritanie, l'impact des achats directs sur le fonctionnement du CSA se situe à la fois au niveau de la qualité du paddy fourni par les producteurs et des conditions particulières de fixation des prix et de financement des campagnes de commercialisation.

Un kilogramme de paddy acheté à 21 Ougyas (UM) par le CSA sur subvention de la République Fédérale d'Allemagne est usiné à 4 UM, les frais intermédiaires et les coûts d'intervention sont de l'ordre de 16 UM et le prix de vente du CSA de 38 UM/kg contre un prix de revient de 41 UM/kg, soit une perte de l'ordre de 3 UM/kg.

Ce prix de revient est passé en 1991 à 43 UM/kg. Or, le riz importé, de meilleure qualité est vendu à ce prix et le riz local ne trouve d'acquéreur qu'entre 37 et 38 UM/kg. Ceci nécessite la prise en charge d'une perte estimée entre 5 et 6 UM/kg à partir de la campagne 1991.

Au Tchad, l'ONC effectue certains de ses achats directs sur la base du "coro", à la fois instrument et unité de mesure traditionnelle dont le volume varie suivant les zones (production et consommation) et les périodes (récoltes et soudures) ; en plus le poids du "coro" est fonction du type de céréales. Ceci pose le problème de la moralité des dépenses effectuées par les équipes d'achats et de la qualité des céréales fournies.

Par ailleurs, les ventes à terme et/ou à prix minorés constituent la règle et les ventes au comptant l'exception. Ceci est confirmé par le niveau important des arriérés dus sur ventes à terme. En juillet 1990, le montant des créances s'élevait à 413 millions de FCFA dont 60 % étaient dus par les forces armées.

Au Sénégal, le CSA a su adapter ses interventions directes (achats et ventes) aux exigences du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) en limitant ses transactions principalement porte-magasins qui réduisent à un niveau minimal les procédures et coûts d'intervention du CSA :

- coût variable unitaire, achats coopératives : 80,30 FCFA/kg ;
- coût variable unitaire achats porte-magasins : 75,88 FCFA/kg.

The first part of the paper is devoted to a discussion of the general principles of the theory of the structure of the atom. It is shown that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are determined by the laws of the special theory of relativity.

In the second part of the paper, the author discusses the problem of the structure of the nucleus. It is shown that the structure of the nucleus is determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are determined by the laws of the special theory of relativity.

The third part of the paper is devoted to a discussion of the problem of the structure of the molecule. It is shown that the structure of the molecule is determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are determined by the laws of the special theory of relativity.

In the fourth part of the paper, the author discusses the problem of the structure of the crystal. It is shown that the structure of the crystal is determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are determined by the laws of the special theory of relativity.

The fifth part of the paper is devoted to a discussion of the problem of the structure of the solid. It is shown that the structure of the solid is determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are determined by the laws of the special theory of relativity.

In the sixth part of the paper, the author discusses the problem of the structure of the liquid. It is shown that the structure of the liquid is determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are determined by the laws of the special theory of relativity.

The seventh part of the paper is devoted to a discussion of the problem of the structure of the gas. It is shown that the structure of the gas is determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are determined by the laws of the special theory of relativity.

In the eighth part of the paper, the author discusses the problem of the structure of the plasma. It is shown that the structure of the plasma is determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are determined by the laws of the special theory of relativity.

The ninth part of the paper is devoted to a discussion of the problem of the structure of the universe. It is shown that the structure of the universe is determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are determined by the laws of the special theory of relativity.

Si l'option achats porte-magasins est salubre et retenue par le CSA, ce dernier reste cependant confronté à des lenteurs constatées dans les prises de décision pour les financements requis dans le cadre de ses opérations d'achat. Plusieurs personnes-ressources interrogées ont relevé les errements qu'il y a avant d'intervenir, notamment le déblocage des financements nécessaires.

Par ailleurs, l'impact des interventions directes sur le fonctionnement des marchés se résume à :

- la présence physique des organismes céréaliers sur la plupart des marchés avec comme effet la dissuasion pour certaines pratiques abusives des opérateurs économiques et un regain de confiance pour les producteurs qui se sentent ainsi protégés ;
- la préservation des capacités de production des régions excédentaires enclavées et
- l'amélioration des transferts de céréales des zones excédentaires vers les zones déficitaires.

Au Burkina Faso, en 1988-1989 sur 35000 tonnes de céréales achetées localement par l'OFNACER, environ 57,6 % de la collecte, dont 10,6 % au niveau des groupements villageois ont été réalisés directement auprès du producteur. Les achats au niveau des commerçants (14877 tonnes, soit 42,4 %) concernent en majorité des livraisons de petits commerçants régionaux. Par ailleurs, les frais d'approche ont baissé de plus de 50 % par rapport à ceux de la campagne 1987-1988.

Cette intervention de l'OFNACER a eu pour effet de moraliser les marchés céréaliers et de sauvegarder le revenu du producteur avec des achats effectués à 60 FCFA/kg et des frais d'approche raisonnables : 4,95 FCFA/kg.

Au Sénégal, les actions du CSA portent à la fois sur la transparence du marché à travers le système d'information sur les marchés et sur des interventions physiques directes.

Ce principe s'est traduit par :

- l'abandon du prix plancher d'achat au producteur fixé à 70 FCFA/kg durant les campagnes précédentes ;
- la détermination par le SIM des limites dans lesquelles le CSA devrait intervenir pour garantir un prix minimum au producteur et un prix maximum au consommateur.

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

Ainsi, au cours de la campagne 1988-1989, le CSA n'a pas acheté sur le plan local à cause du niveau élevé des prix pratiqués sur les marchés (une fourchette comprise entre 50 FCFA et 75 FCFA/kg).

Cette absence physique du CSA a été relayée par la transmission régulière des relevés des prix effectués par le SIM qui a permis aux commerçants, aux producteurs et aux consommateurs des zones rurales de se positionner valablement au niveau du marché créant ainsi une stabilisation durable des prix. Dans ce contexte le CSA a préféré importer 2500 tonnes de mil local du Mali.

Au Tchad, le dynamisme et l'implantation des commerçants privés sont tels que l'impact des achats et ventes de l'ONC sur le fonctionnement du marché céréalier est quasi-insignifiant. L'ONC n'a jamais pu acheter 2,5 % de volume total produit par les agriculteurs.

Quant à leur impact sur la Sécurité Alimentaire, les interventions directes des organismes céréaliers présentent l'avantage de pouvoir toucher directement le producteur et/ou le consommateur. Du coup elles contribuent fortement à soutenir les prix des céréales et donc les revenus des producteurs avec comme effet leur incitation à produire davantage. Du côté du consommateur, elles suppléent aux insuffisances du marché qui ne satisfont pas à tous les critères qui garantissent la Sécurité Alimentaire des populations ne disposant pas d'un pouvoir d'achat suffisant pour acquérir assez de nourriture aux prix du marché. Cela est valable pour les populations non solvables des zones urbaines comme des zones rurales en général, mais surtout pour les couches sociales qui ont peu de ressources et vivent dans des régions isolées où les prix du marché sont plus élevés qu'ailleurs.

Au Burkina Faso, deux constatations importantes se dégagent des résultats de la campagne de commercialisation 1990-1991 de l'OFNACER :

- une nette amélioration de la participation des groupements villageois à la collecte, 7911 tonnes contre 3727 tonnes en 1989-1990 soit plus du double ;
- la progression de l'objectif au niveau des groupements villageois : 225 groupements villageois contre 147 groupements villageois en 1989-1990.

Au Mali, l'expérience en cours dans le domaine des ventes directes autorisées présente l'avantage de mieux cibler les interventions directes de l'OPAM qui n'assure le ravitaillement en céréales que des seuls cercles désignés comme étant déficitaires. Deux scénarii peuvent se présenter :

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
JANUARY 1954

TO THE HONORABLE CHAIRMAN OF THE BOARD OF TRUSTEES
OF THE UNIVERSITY OF CHICAGO
FROM THE DEPARTMENT OF CHEMISTRY

Enclosed for the Board of Trustees are two copies of the report of the Department of Chemistry for the year 1953. The report contains a summary of the work of the department during the year and a list of the names of the faculty members who have been appointed to the department during the year.

The report also contains a list of the names of the students who have been admitted to the department during the year. The list is divided into two parts: one for the students who have been admitted to the department during the year and one for the students who have been admitted to the department during the year. The list is divided into two parts: one for the students who have been admitted to the department during the year and one for the students who have been admitted to the department during the year.

I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
J. H. D. J. H. D. J. H. D.

Enclosed for the Board of Trustees are two copies of the report of the Department of Chemistry for the year 1953. The report contains a summary of the work of the department during the year and a list of the names of the faculty members who have been appointed to the department during the year.

The report also contains a list of the names of the students who have been admitted to the department during the year. The list is divided into two parts: one for the students who have been admitted to the department during the year and one for the students who have been admitted to the department during the year.

- en année normale ou excédentaire : les quantités globales distribuées par l'OPAM sont de l'ordre de 20000 à 25000 tonnes ;
- en année déficitaire : les quantités globales distribuées sont supérieures à 30000 tonnes.

En Mauritanie, la contribution du CSA dans la sécurisation alimentaire du pays réside essentiellement dans les ventes et les distributions des aides alimentaires.

Cependant, pour recréer les énergies il a été créé en 1985 au sein du CSA le Programme National Vivres contre Travail (PNVCT). L'un des objectifs majeurs de ce programme est de remplacer progressivement les distributions gratuites par des vivres contre travail .

De six projets-tests (1 projet-test par région) en 1985, le PNVCT est aujourd'hui à 452 projets déjà réalisés soit une moyenne de 90 projets par an.

Au Sénégal, le SIM permet aujourd'hui au CSA de déterminer les régions de grande consommation de céréales locales et de recommander au gouvernement la stratégie à adopter en fonction des scénarii (abondance et déficit).

Il se pose pour ce pays la nécessité de prépositionner un stock de réserve tampon minimum plafonné à 8000 tonnes afin de pallier toute rupture d'approvisionnement pouvant fragiliser la Sécurisation Alimentaire du pays en mil.

Les interventions des organismes céréaliers par appels d'offres et offres publiques ont été introduites avec les politiques d'ajustement structurel initiées avec l'appui des bailleurs de fonds. Ces modes d'intervention confèrent aux offices céréaliers le rôle essentiellement de grossistes qui achètent et/ou vendent des volumes importants de céréales grâce à la couverture de fonds extérieurs multilatéraux (PRMC) et/ou bilatéraux (PSA).

Leur impact se résume à :

- l'allégement du personnel à mobiliser pour les transactions. Le personnel fixe dans les zones d'action est suffisant. Ainsi, au Mali, l'OPAM a réduit son personnel qui était de 718 en 1988 à 298 agents en 1990 ;
- l'établissement préalable d'un plan d'opérations (achats et ventes) accepté par les bailleurs de fonds ;

THE
FEDERAL
BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C.

REPORT OF THE
SPECIAL AGENT IN CHARGE
OF THE
BUREAU OF INVESTIGATION

IN THE
CASE OF
THE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C.

IN THE
CASE OF
THE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C.

IN THE
CASE OF
THE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C.

IN THE
CASE OF
THE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C.

IN THE
CASE OF
THE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C.

IN THE
CASE OF
THE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C.

IN THE
CASE OF
THE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C.

IN THE
CASE OF
THE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C.

- la garantie du financement par les bailleurs de fonds qui s'engagent, entre autres, à couvrir par le biais de subventions tous les frais afférents aux opérations d'achats et de ventes préalablement identifiées ;
- l'élaboration d'une politique commerciale suffisamment flexible pour s'adapter aux fluctuations des marchés sahéliens ;
- la sécurisation des ressources financières mobilisées. La moralité des dépenses et des recettes est sauvegardée. L'essentiel des transactions s'effectue aux prix du marché et au niveau des magasins préalablement identifiés. Le règlement des fournisseurs s'effectue au moyen de chèques bancaires.

Au Mali, les interventions par appels d'offres ont contribué à réduire très sensiblement les subventions d'exploitation accordées à l'OPAM. Elles sont passées de 34.111 FCFA la tonne en 1986-1988 à 15.224 FCFA la tonne en 1989-1991.

Au Niger, les interventions par appels d'offres et offres publiques ont posé le problème de redimensionnement de l'OPVN (réduction du personnel, du parc auto, des magasins de stockage, des zones d'intervention, création d'un cadre de concertation fonctionnel avec les bailleurs de fonds, révision de la politique commerciale...).

Par ailleurs, en période de récoltes équilibrées ou déficitaires, les offres publiques d'achats se sont révélées comme les relais précieux des appels d'offres classiques.

En Mauritanie, les ventes par appels d'offres "administrés" du CSA ont fléchi sous la politique de fixation des prix du blé reçu en aide alimentaire et sous l'offensive des importateurs privés, notamment de blé de meilleure qualité et à des prix compétitifs.

Cette situation a placé le CSA dans une impasse commerciale et financière préoccupante : plus de 43000 tonnes de blé qu'il n'arrive pas à vendre par appels d'offres "administrés" et 1400 tonnes de riz local décortiqué restent invendables depuis plusieurs mois.

Le CSA est désormais confronté à des frais considérables d'entretien et de protection des stocks, sans compter les risques évidents de pertes : les premières estimations font mention d'une dépréciation de 5 UM par kg après 6 mois de stockage ; de plus le blé est contenu dans des sacs CEE qui ne supportent pas les rayons solaires sahéliens (ultraviolets).

Les interventions par appels d'offres et offres publiques font des organismes céréaliers les métronomes qui déclenchent toute la chaîne de la commercialisation privée. Les organismes céréaliers par ce biais, injectent les fonds de roulement dans la chaîne dès les premières livraisons en dispensant ainsi vers l'amont de crédits que le système bancaire n'est pas prêt à accorder. Sans ces achats massifs qui constituent des garanties sûres d'approvisionnement pour les autres intervenants qui avancent les fonds à l'acheteur fixe qui les avance à son tour à l'acheteur forain, les flux céréaliers seraient en partie bloqués, en tout cas plus onéreux, et les marchés moins transparents.

Au Mali, les groupements villageois s'estiment incapables de prendre financièrement en charge la collecte, le regroupement et le transport des céréales de leurs hameaux de culture aux magasins SNS de l'OPAM alors que les commerçants privés viennent jusqu'au niveau de leurs villages respectifs pour enlever les céréales et leur payer sur place et au comptant.

Au Niger, on constate la prolifération des intermédiaires dans le système mais qui malheureusement manquent de connaissances du marché et de capacités financières.

En Mauritanie, le système est biaisé par les interventions des importateurs privés de blé. Entre Octobre 1990 et Septembre 1991, ce secteur a importé 71000 tonnes de blé, dont 36000 tonnes seulement ont fait l'objet de règlements extérieurs (devises) autorisés par la Banque Centrale de Mauritanie. Le prix de revient du blé FOB Nouakchott s'est situé entre 10 et 11 UM/kg, le prix CAF entre 11 et 12 UM/kg. Le prix de revient rendu magasin était par conséquent bien inférieur à 23 UM/kg, prix de référence fixé par Arrêté conjoint des ministres des Finances et du Développement Rural pour ne pas concurrencer la production nationale des céréales traditionnelles. Les prix sur les marchés libres sont allés jusqu'à 16 UM/kg soit 7 UM/kg de moins que le prix de référence de 23 UM/kg imposé au CSA.

Selon certaines sources, le prix de revient du kilogramme de blé importé (12 UM/kg) permet aux commerçants de le vendre à un prix de 13 UM/kg tout en réalisant un bénéfice correspondant à plus de 8 % du montant investi.

Pour que les appels d'offres et les offres publiques aient un impact significatif sur la Sécurité Alimentaire, l'existence d'un système fiable d'information sur la production, les stocks et les prix des diverses régions du pays est un préalable absolu.

Les rotations annuelles indispensables du stock de sécurité au Mali et au Niger, la gestion des programmes ventes par appels d'offres "administrés" confèrent indirectement à l'OPAM, à l'OPVN et au CSA/Mauritanie le rôle de régulation, de stabilisation et de sécurisation par des achats dans les régions excédentaires et/ou des ventes dans les régions déficitaires.

Par ailleurs, l'infructuosité des appels d'offres et des offres publiques constitue un indicateur-baromètre de la situation alimentaire globale. Elle interpelle, entre autres, d'autres modes d'intervention tels les achats directs, le gré à gré ou les importations...

En Mauritanie, la non interpellation de ces autres modes d'intervention pour relayer le système d'appel d'offre "administré" face à l'offensive du blé importé par le secteur privé a été grosse de conséquences pour la sécurité alimentaire du pays :

- Les Fonds de Contrepartie ne sont plus alimentés, les moyens financiers nécessaires font défaut pour financer les projets et actions de développement ou même pour honorer les engagements pris : près de 10.000 tonnes (Espagne 8000 t et RFA 2000 t) de blé programmées pour être acheminées restent bloquées dans les ports des pays donateurs depuis Juillet 1991;
- les fonds sont insuffisants pour financer les opérations de distribution gratuite du blé fourni par certains bailleurs ;
- la structure des prix au producteur, élaborée pour l'aide alimentaire en fonction du seuil de rentabilité de la filière céréalière traditionnelle nationale, est complètement compromise, mettant du coup en péril le scénario initial de sécurité alimentaire conçu dans le cadre des activités du Comité Paritaire de Programmation Alimentaire.

the first of the two main parts of the book, the author discusses the history of the book of Job, and the second part discusses the book of Job itself. The author is a well-known scholar of the Bible, and his work is highly respected.

The book is written in a clear and concise style, and it is easy to read. The author's arguments are well-supported by evidence, and his conclusions are convincing. This is a book that every student of the Bible should read.

The book is a valuable contribution to the study of the Bible, and it is a book that every student of the Bible should read. The author's work is highly respected, and his conclusions are convincing.

The book is written in a clear and concise style, and it is easy to read. The author's arguments are well-supported by evidence, and his conclusions are convincing. This is a book that every student of the Bible should read.

The book is a valuable contribution to the study of the Bible, and it is a book that every student of the Bible should read. The author's work is highly respected, and his conclusions are convincing.

2 INTRODUCTION

2.1 Rappel

A l'origine, les organismes céréaliers ont été créés avec pour objectif principal de pallier les éventuelles crises alimentaires. Par la suite, les différents gouvernements leur ont confié la commercialisation des céréales locales, la gestion des aides alimentaires et des stocks nationaux de sécurité.

L'aspect le plus marquant de cette évolution est que dans certains pays sahéliens, les organismes céréaliers ont supplanté les commerçants privés du circuit officiel, se réservant ainsi les missions essentielles et permanentes d'assurer la sécurité alimentaire des populations, de réglementer et organiser le marché céréaliier, de protéger le marché intérieur tant en ce qui concerne les importations commerciales que la gestion et la distribution des aides alimentaires, d'assumer les fonctions de régulation des marchés et de stabilisation des prix.

Cette poussée des Organismes Céréaliers a été qualifiée de négative, notamment par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale qui, dans le cadre des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et des Programmes d'Ajustement du Secteur Agricole (PASA) conclus avec les gouvernements des différents pays sahéliens, estiment que la sécurité alimentaire doit être assurée et satisfaite par le jeu libre des marchés (la loi de l'offre et de la demande). Les marchés céréaliers doivent être en conséquence restructurés et les organismes céréaliers auront leurs missions circonscrites à la gestion des stocks nationaux de sécurité et à leur participation à la gestion des aides alimentaires.

Pour assurer la pérennité du mécanisme et une bonne qualité des céréales, les organismes céréaliers seront autorisés à effectuer une rotation technique annuelle du tiers des stocks nationaux dont la gérance leur est confiée par les Etats et les Bailleurs de Fonds. Ceci constitue, certes, des interventions significatives au niveau de la reconstitution des stocks (achats de céréales locales en cas d'excédents nationaux, importations et ou dons en cas de déficit) et au niveau de l'approvisionnement des populations (ventes, distributions...) mais beaucoup d'observateurs sont préoccupés¹ par ce biais de pouvoir assurer un niveau satisfaisant de sécurisation alimentaire des populations du fait des conséquences souvent imprévisibles des mécanismes purs du marché.

¹ Séminaire sur la "Fin des Offices de Commercialisation des Céréales ?" organisé par le Centre Européen de Gestion des Politiques de Développement (ECPDM) de Maastricht, Pays-Bas, 22-27 Février 1989.

1. The first part of the paper discusses the importance of the study and the objectives of the research. It also mentions the scope of the study and the limitations.

2. The second part of the paper discusses the methodology used in the study. It includes the data collection methods, the sample size, and the statistical analysis used.

3. The third part of the paper discusses the results of the study. It includes the findings of the study and the conclusions drawn from the results.

4. The fourth part of the paper discusses the implications of the study. It includes the practical implications of the study and the suggestions for future research.

5. The fifth part of the paper discusses the conclusion of the study. It includes the final thoughts of the researcher and the overall findings of the study.

Ils redoutent le démantèlement des offices céréaliers qui ont joué un rôle important, voire essentiel, dans le fonctionnement des marchés céréaliers et le maintien de la sécurisation alimentaire des populations sahéniennes.

C'est donc leur impact et leur efficacité sur la sécurité alimentaire en général, le fonctionnement des marchés céréaliers et leur propre fonctionnement en particulier, les argumentations principales au cours des discussions et des négociations qui détermineront les conditions de leur existence voire de leur survie.

Jusque-là, ces aspects n'ont pas fait l'objet d'analyse spécifique.

Les études existantes ont permis de faire le bilan de la participation des organismes céréaliers dans le système de commercialisation des céréales locales dans le strict contexte de comparaison avec l'intervention des opérateurs privés de la filière socioprofessionnelle.

Dans certaines études, on note que, même s'ils le voulaient, les organismes céréaliers ne pouvaient jamais remplacer efficacement et à un coût équivalent, le secteur privé pour commercialiser les céréales locales. Car malgré toutes ses carences, le secteur privé est le seul à s'être adapté à l'offre parcellaire qui caractérise les pays sahéniens. Les organismes céréaliers ne peuvent pas, à un coût cohérent avec les ressources des Etats sahéniens, être présents sur tous les marchés, pendant toute l'année².

Dans d'autres études, un consensus semble se dégager sur l'inefficacité de la situation de monopole dont les organismes céréaliers, dans certains pays ont pu bénéficier. Des objectifs souvent mal définis mais toujours ambitieux ont été fixés aux organismes céréaliers dont la réalisation nécessitait la mobilisation des moyens conséquents.

La mauvaise définition des objectifs a évidemment ses conséquences sur l'appréciation des moyens à mettre en oeuvre, à telle enseigne qu'il est aujourd'hui difficile de situer le niveau d'intervention optimal des organismes céréaliers.

Toutes les études s'accordent cependant à reconnaître que les mesures de libéralisation indiquées ne signifient en aucune manière que l'Etat se retire de la commercialisation des céréales locales, et qu'il est nécessaire d'avoir des

²Cet état de fait est fortement perceptible dans les Actes du Colloque de Mindelo de 1986 sur "les politiques cérésières dans les pays du Sahel" qui ont porté essentiellement sur les efforts nécessaires pour revaloriser le rôle du secteur privé dans la commercialisation des céréales. Bien qu'il n'y ait pas eu consensus entre les participants, on s'accordait cependant sur le fait que la performance des organismes cérésières n'avait pas donné les résultats escomptés.

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

organismes céréaliers nationaux efficaces dans le Sahel puisque l'on connaît mal les circuits de commercialisation et que les défaillances du marché telles quelles sont probables.

L'amélioration de la "cohabitation" entre les organismes céréaliers et les autres intervenants de la filière dans les différents systèmes de commercialisation en vigueur au Sahel demeure encore avec des contours imprécis voire inexplorés par les chercheurs.

Sans rejeter une idéologie pour une autre, l'intérêt de l'étude réalisée par le Centre de Recherche en Economie du Développement (CRED) de l'Université du Michigan (Etats-Unis d'Amérique) sur "l'analyse économique de la commercialisation des céréales au Burkina Faso"³ réside dans le fait qu'elle révèle qu'il est indispensable de mieux comprendre la commercialisation céréalière des organismes céréaliers de manière à identifier les besoins d'amélioration et les rôles éventuels que doivent jouer la politique et les programmes des autres intervenants de la filière, notamment les groupements villageois et les producteurs.

Les organismes céréaliers constituent des instruments d'une politique céréalière définie au plan national entre les Gouvernements respectifs et les différents Bailleurs de Fonds.

Leur participation dans la commercialisation est déterminée par les cinq facteurs suivants :

- la disponibilité des Gouvernements et des Bailleurs de Fonds à les soutenir : cadre de concertation, mobilisation rapide des fonds et des stocks en cas de nécessité, aplanissement des divergences d'orientation générale des Bailleurs de Fonds ... ;
- l'identité géographique du pays : étendue, degré d'enclavement, densité, importance des zones déficitaires à accès difficile, fréquence des déplacements des populations, agrégats ethniques, degré d'extraversion des habitudes alimentaires, degré de connaissance des zones potentiellement excédentaires ... ;
- la nature des céréales : variations inter-campagnes atteignant souvent 100 %, saisonnalité et variabilité en quantités et en qualités selon les campagnes, la pluviométrie, le cycle déficit/équilibre/excédent ... ;
- la fiabilité et la constance des statistiques officielles : système de suivi des marchés, de la production, de la consommation, intégration des données SIM dans le dispositif de Sécurité Alimentaire ... ;

³ Jacqueline R Sherman, Kenneth H Shapiro, Elon Gilbert, CRED, 1987.

1. The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β .

2. In the second part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β when the functions $f(x)$ and $g(x)$ are continuous and have bounded variation.

3. In the third part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β when the functions $f(x)$ and $g(x)$ are continuous and have bounded variation and the functions $h(x)$ and $k(x)$ are continuous and have bounded variation.

4. In the fourth part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β when the functions $f(x)$ and $g(x)$ are continuous and have bounded variation and the functions $h(x)$ and $k(x)$ are continuous and have bounded variation.

5. In the fifth part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β when the functions $f(x)$ and $g(x)$ are continuous and have bounded variation and the functions $h(x)$ and $k(x)$ are continuous and have bounded variation.

6. In the sixth part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β when the functions $f(x)$ and $g(x)$ are continuous and have bounded variation and the functions $h(x)$ and $k(x)$ are continuous and have bounded variation.

7. In the seventh part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β when the functions $f(x)$ and $g(x)$ are continuous and have bounded variation and the functions $h(x)$ and $k(x)$ are continuous and have bounded variation.

8. In the eighth part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β when the functions $f(x)$ and $g(x)$ are continuous and have bounded variation and the functions $h(x)$ and $k(x)$ are continuous and have bounded variation.

- le cadre limité par l'objectif social, fixé aux organismes céréaliers, qui doit nécessairement être assuré pour rendre les céréales :
 - . accessibles aux consommateurs, notamment des zones déficitaires et/ou à accès difficile,
 - . disponibles dans les Stocks de Réserves pour la sécurité alimentaire du pays.

Sur le plan quantitatif, les organismes céréaliers collectent localement selon les pays et les années plus de 10 % de la partie des productions nationales disponibles injectées sur les marchés. Les taux de pourcentage retenus pour les calculs sont ceux généralement acceptés, à savoir les quantités de céréales disponibles représentant 85 % des productions brutes nationales soit 15 % pour les pertes et semences, et les quantités mises sur les marchés 20 % de celles disponibles.

Sur le plan qualitatif, ils sont investis de missions de service public à travers la gestion des stocks de réserves nationales, des aides alimentaires, l'approvisionnement des zones déficitaires, et le suivi des marchés céréaliers.

2.2 Objectifs de l'étude et résultats escomptés

La présente étude vise l'amélioration des échanges céréaliers entre les organismes céréaliers et les autres intervenants sur le marché notamment les commerçants privés et les groupements villageois dans les six pays du CILSS suivants :

- Burkina Faso,
- Mali,
- Mauritanie,
- Niger,
- Sénégal et
- Tchad.

L'étude doit permettre :

- d'identifier les différents modes d'intervention des Organismes Céréaliers à l'achat et à la vente sur le marché céréalier ;
- de cerner l'impact de ces modes d'intervention sur :
 - . la Sécurité Alimentaire en général,

- . le fonctionnement du marché céréalier et
- . le fonctionnement de l'Organisme Céréalier en particulier ;
- de formuler des recommandations afin de :
 - . améliorer les systèmes d'achat et d'approvisionnement actuels et de les rendre plus efficaces et
 - . faciliter les échanges céréaliers entre les Organismes Céréaliers et le Secteur Non-Etatique.

Les résultats escomptés par l'étude consistent donc en :

- l'identification des différents modes d'intervention des organismes céréaliers ;
- la meilleure connaissance des impacts de ces différents modes d'intervention sur la sécurité alimentaire en général, sur le fonctionnement des marchés céréaliers et le fonctionnement des organismes céréaliers en particulier.

2.3 Méthodologie

Afin de permettre la même compréhension, ce rapport donne une définition des termes clés de cette analyse, à savoir la commercialisation et la sécurité alimentaire.

2.3.1 La Commercialisation

La commercialisation se définit comme l'ensemble des opérations visant à assurer le transfert (achat et/ou vente, distribution) d'un ou de plusieurs produits d'une source vers une autre.

Cette opération peut s'effectuer à trois niveaux :

- primaire,
- secondaire,
- tertiaire.

Sa compréhension est simple ou complexe suivant les chaînons incorporés à la filière : production, achat, stockage, transformation, transport, vente, distribution, consommation.

Y lever les contraintes demeure un objectif politique majeur pour les

Gouvernements et les Bailleurs de Fonds.

La part des céréales étant très importante dans l'alimentation humaine au Sahel, la Sécurité Alimentaire reste fortement dépendante de la commercialisation de ces denrées.

2.3.2 La Sécurité Alimentaire

La Sécurité Alimentaire est un concept controversé. Cependant, il y a consensus des Instances Nationales et Internationales sur trois éléments fondamentaux :

- "la disponibilité" ("assurer une offre adéquate des denrées alimentaires, aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif");
- "la stabilité" ("maintenir la stabilité des flux d'approvisionnement") ;
- "l'accessibilité" ("assurer l'accès physique et économique de tous les consommateurs aux denrées alimentaires").

La Sécurité Alimentaire et le fonctionnement des marchés céréaliers au Sahel se conjuguent au quotidien. Les règles du jeu entre producteurs et commerçants, entre commerçants, producteurs et structures para-étatiques dont les organismes céréaliers, sont gouvernées par la loi de la proxémique, et de l'importance de la communication immédiate.

"La loi de la proxémique, en tant que loi fondamentale de la structuration de l'être par son environnement, est fondée sur l'axiome selon lequel toutes choses égales par ailleurs, le proche est plus important que le lointain".

2.3.3 Procédé/Réalisation de l'Etude

Vu les limites qu'imposent les problèmes de statistiques dans les pays du Sahel et les délais impartis à la mission, il est évident qu'une analyse quantitative est quasiment irréalisable.

L'étude utilise l'approche qualitative qui repose principalement d'abord sur :

- les entretiens avec des personnes-ressources reconnues et sélectionnées pour leur expertise dans le secteur céréalier ;
- les enquêtes-recoupements informels sur le terrain au niveau de certains marchés considérés comme importants et porteurs (cas des marchés Complexe et Katako de Niamey au Niger)

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
JANUARY 1950

TO THE HONORABLE CHAIRMAN
OF THE BOARD OF TRUSTEES
OF THE UNIVERSITY OF CHICAGO

SIR: I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 10th inst. and in reply to inform you that the same has been forwarded to the appropriate authorities for their consideration.

I am, Sir, very respectfully,
Yours very truly,
J. H. VAN VLEET

JOHN H. VAN VLEET
Professor of Chemistry
The University of Chicago

Enclosed for the Board of Trustees are two copies of the report of the Committee on the Proposed New Building for the Department of Chemistry.

I am, Sir, very respectfully,
Yours very truly,
J. H. VAN VLEET

JOHN H. VAN VLEET
Professor of Chemistry
The University of Chicago

Enclosed for the Board of Trustees are two copies of the report of the Committee on the Proposed New Building for the Department of Chemistry.

I am, Sir, very respectfully,
Yours very truly,
J. H. VAN VLEET

JOHN H. VAN VLEET
Professor of Chemistry
The University of Chicago

Enclosed for the Board of Trustees are two copies of the report of the Committee on the Proposed New Building for the Department of Chemistry.

I am, Sir, very respectfully,
Yours very truly,
J. H. VAN VLEET

et ensuite sur :

- l'exploitation des sources bibliographiques existantes ;
- l'analyse des bilans de campagnes, des statistiques⁴ et des procès-verbaux de lancement et de dépouillement des appels d'offres disponibles.

Les solutions (parfois divergentes selon les acteurs et les pays) proposées au cours des entretiens-recoupements ont contribué largement à l'élaboration de la présente étude.

Pour la réalisation de l'étude, le consultant a effectué des missions de court terme dans les six pays⁵ cités ci-dessus.

Pour la finalisation de l'étude, le consultant prend ainsi en compte les observations formulées sur la version provisoire par un séminaire des directeurs commerciaux des OCSA ⁶ ainsi que les commentaires apportés par la rencontre des directeurs généraux et les remarques faites par le PAROC.

Le chapitre 3 concerne l'identification des différents modes d'intervention des organismes céréaliers dans la commercialisation de céréales locales, présentée par pays.

Le chapitre 4 décrit l'impact de ces modes d'intervention sur la Sécurité Alimentaire en général, le fonctionnement des marchés céréaliers et des organismes céréaliers en particulier.

Le chapitre 5 formule les principales recommandations retenues de la version provisoire de l'étude par les directeurs commerciaux des organismes céréaliers au cours du séminaire sus-cité.

⁴ Disraéli a dit que "la statistique est la forme raffinée du mensonge". Pourtant, la statistique demeure un instrument universel indispensable pour guider une décision, porter un jugement, analyser une situation, prévoir ou au moins esquisser le futur. Or, le secteur non-étatique sahélien se singularise par l'ignorance de la statistique conventionnelle. Par ailleurs, les chiffres officiels communiqués sur les productions, les consommations diffèrent d'une source à l'autre.

⁵ Cinq à sept jours par pays.

⁶ Le Séminaire des directeurs commerciaux des organismes céréaliers tenu à Dakar du 9 au 12 Avril 1992 a consisté à enrichir la version provisoire de l'étude. Quant à la rencontre des directeurs généraux 13-17 Avril 1992, elle a statué entre autres sur les résultats du séminaire des directeurs commerciaux (cf. compte-rendu desdites rencontres disponibles au niveau du PAROC).

Page 100
The first part of the book is devoted to a general survey of the history of the world from the beginning of time to the present day.

The second part of the book is devoted to a detailed account of the history of the world from the beginning of time to the present day.

The third part of the book is devoted to a detailed account of the history of the world from the beginning of time to the present day.

The fourth part of the book is devoted to a detailed account of the history of the world from the beginning of time to the present day.

The fifth part of the book is devoted to a detailed account of the history of the world from the beginning of time to the present day.

The sixth part of the book is devoted to a detailed account of the history of the world from the beginning of time to the present day.

The seventh part of the book is devoted to a detailed account of the history of the world from the beginning of time to the present day.

The eighth part of the book is devoted to a detailed account of the history of the world from the beginning of time to the present day.

The ninth part of the book is devoted to a detailed account of the history of the world from the beginning of time to the present day.

The tenth part of the book is devoted to a detailed account of the history of the world from the beginning of time to the present day.

3 IDENTIFICATION DES MODES D'INTERVENTION⁷

3.1 OFNACER / Burkina-Faso

3.1.1 Modes d'Approvisionnement

Les achats locaux sont effectués sur la base des prix officiels fixés par l'Etat.

L'OFNACER établit à cet effet un guide de campagne avec trois objectifs essentiels :

- définir le cadre réglementaire régissant les activités de la campagne d'achat ;
- donner des informations sur les modalités de déroulement de la campagne ;
- servir de référentiel à tous les agents de l'OFNACER intervenant dans les opérations de collecte.

La campagne de collecte dans les Centres Régionaux de Gestion (CRG) retenus, est dirigée, animée et coordonnée par le directeur sur la base des éléments contenus dans le guide de campagne et des instructions écrites de la Direction Générale.

Le Directeur du CRG assure le suivi effectif des opérations d'achat dans sa zone d'intervention et fournit à la Direction Commerciale l'évolution des achats toutes les semaines.

Les opérations d'achat s'effectuent selon un principe hiérarchisé : achats d'abord aux producteurs, ensuite aux commerçants. Il n'y avait pas de contrats entre l'OFNACER et les commerçants au cours de la campagne. Les achats sur contrats étaient hors campagne.

3.1.1.1 Les achats directs aux producteurs.

Les achats directs aux producteurs sont effectués par les propres structures OFNACER avec la mise en place des centres d'achats.

⁷Il ne s'agit que des modes d'intervention au niveau national. Les importations qui constituent une source d'approvisionnement importante sont prises en compte dans une autre série d'études réalisées par le PAROC.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

100 EAST 57TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

DATE

BY

STAMP

RECEIVED

FROM

FOR

BY

DATE

3.1.1.2 Les achats directs dans les marchés populaires

Ces types d'achats ont été initiés à partir des années 1983 sous la révolution Sankariste. Ces achats avaient pour but de renforcer les structures traditionnelles de l'OFNACER. Les équipes d'achats étaient composées des agents de l'OFNACER, des agents de l'Administration Centrale, des membres des structures populaires qu'étaient les Comités de Défense de la Révolution (CDR) et les membres du Comité National de la Révolution et du Gouvernement. Ces équipes avaient été installées dans les zones de production et avaient acheté directement aux paysans producteurs.

3.1.1.3 Les achats par l'intermédiaire des groupements villageois

A ce niveau, les achats sont effectués par les groupements villageois eux-mêmes encadrés par les opérations de développement rural. Les unités de mesure doivent être effectuées suivant les normes établies. L'inspection des lots est obligatoire.

Les ristournes sont attribuées en fin de campagne aux groupements villageois après apurement des situations : à raison de 3 F CFA/kg de céréales collectées sans préfinancement et de 2 F CFA/kg de céréales collectées avec préfinancement.

3.1.1.4 Les achats auprès des commerçants

La condition exigée pour ces achats est que ces commerçants privés soient agréés par leurs provinces et qu'ils s'engagent à respecter les normes fixées par l'OFNACER. Le prix d'achat officiel tient compte des frais de transport de la céréale rendue magasin OFNACER.

3.1.2 Modes de distribution

Ils se situent à deux niveaux essentiels au niveau de :

- l'OFNACER à travers deux circuits : le circuit direct et le circuit combiné
- la Commission Nationale de Lutte contre les Effets de la Sécheresse (CNLES), à travers trois modes d'intervention : distributions gratuites, distributions à des prix sociaux et Food for Work.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT
5300 S. DICKINSON AVE.
CHICAGO, ILL. 60637
U.S.A.
TELEPHONE (312) 835-5000
FACSIMILE (312) 835-5000
CABLE ADDRESS: UCHICAGO
CHICAGO, ILL. 60637
U.S.A.

OFFICE OF THE DEAN
5300 S. DICKINSON AVE.
CHICAGO, ILL. 60637
U.S.A.
TELEPHONE (312) 835-5000
FACSIMILE (312) 835-5000
CABLE ADDRESS: UCHICAGO
CHICAGO, ILL. 60637
U.S.A.

DEAN OF THE UNIVERSITY
5300 S. DICKINSON AVE.
CHICAGO, ILL. 60637
U.S.A.
TELEPHONE (312) 835-5000
FACSIMILE (312) 835-5000
CABLE ADDRESS: UCHICAGO
CHICAGO, ILL. 60637
U.S.A.

DEAN OF THE PHYSICS DEPARTMENT
5300 S. DICKINSON AVE.
CHICAGO, ILL. 60637
U.S.A.
TELEPHONE (312) 835-5000
FACSIMILE (312) 835-5000
CABLE ADDRESS: UCHICAGO
CHICAGO, ILL. 60637
U.S.A.

DEAN OF THE PHYSICS DEPARTMENT
5300 S. DICKINSON AVE.
CHICAGO, ILL. 60637
U.S.A.
TELEPHONE (312) 835-5000
FACSIMILE (312) 835-5000
CABLE ADDRESS: UCHICAGO
CHICAGO, ILL. 60637
U.S.A.

3.1.2.1 Les ventes directes

Les ventes s'effectuent au niveau des magasins OFNACER, directement aux consommateurs et en détail (en sacs, à la tine, et aux pots). Ce circuit concerne exclusivement les livraisons directes aux consommateurs.

3.1.2.2 Les ventes combinées

Ces ventes combinées ne sont fonctionnelles que dans les zones où l'OFNACER ne dispose pas de magasins de ventes propres. Les Banques de Céréales, les Groupements Villageois, les Structures Populaires et les commerçants agréés constitués en GIE, en sont les partenaires privilégiés.

Quel que soit le circuit, les ventes sont faites soit au comptant soit à crédit. Les ventes à crédit ne sont accordées qu'aux fonctionnaires. La tendance actuelle est de supprimer le crédit.

3.1.2.3 Les distributions CNLES

Les céréales de la CNLES sont stockées dans les magasins de l'OFNACER à partir desquels elle effectue ses livraisons. Ces livraisons peuvent être :

- des distributions gratuites sur la base d'un plan de ravitaillement établi par l'ensemble des structures impliquées dans les actions d'urgence,
- des ventes à prix sociaux : le principe retenu est de revendre à 50 % du prix officiel OFNACER. Dans tous les cas les prix sociaux oscillent entre 3.000 et 4.000 F CFA le sac de 100 kg de mil et
- des "Food for Work" distribués en fonction des différents programmes nationaux identifiés en relation avec les Bailleurs de Fonds intéressés, notamment les ONG.

3.2 OPAM / Mali

L'OPAM/MALI et l'OPVN/NIGER se singularisent parmi les organismes céréaliers par la pratique des systèmes d'appels d'offres et des offres publiques d'achats et de ventes.

Si en scénario d'abondance ces modes d'interventions sont fonctionnels, en scénario de campagne équilibrée ou déficitaire ils ont placé ces deux

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY

REPORT OF THE
COMMISSIONER OF THE
BUREAU OF CHEMISTRY

FOR THE YEAR
1900

CHICAGO, ILL.,
1901

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
BUREAU OF CHEMISTRY
CHICAGO, ILL.

CHICAGO, ILL.,
1901

organismes dans l'état de négociation permanente⁸. Cette situation se traduit dans les faits par des négociations tous azimuts ayant des résultats presque toujours remis en cause d'une manière ou d'une autre.

3.2.1 Modes d'Approvisionnement

3.2.1.1 Les appels d'offres

Les achats locaux sont effectués à 100 % par appels d'offres dans les zones excédentaires auprès des agents économiques pour la reconstitution du Stock National de Sécurité.

Ces appels d'offres restent assujettis à de strictes conditions de livraison : quantités, sacs neufs et tarés à 101 kg, taux d'impuretés inférieur à 1 %, respect du calendrier.

3.2.2 Modes de distribution

Le principe des interventions de l'OPAM est de ne vendre ou de ne distribuer des céréales que si le fonctionnement normal du marché ne permet pas d'assurer la sécurité alimentaire des populations par suite de l'insuffisance de l'offre, de rupture d'approvisionnement du secteur privé ou à cause d'un pouvoir d'achat insuffisant des populations. L'OPAM constitue en fait l'intervenant de dernier recours.

3.2.2.1 Les ventes directes

Elles sont autorisées exclusivement dans les zones déclarées en rupture d'approvisionnement. Un contrat de gestion est signé entre l'OPAM et le Secrétariat Permanent des Donateurs du PRMC. Les ventes sont directes et réalisées au comptant par lots minimum de une (1) tonne pour le riz et de deux (2) tonnes pour le mil-sorgho au profit exclusif :

- des coopératives de consommation ;
- des groupements villageois, de l'ensemble des arrondissements du cercle concerné.

Les ventes ont lieu au niveau carreau magasin OPAM du cercle. Les ventes individuelles sont strictement interdites. Les livraisons des lots sont faites au sac taré. Les céréales sont vendues :

⁸Voir chapitre 4.2.2, notamment pour l'OPAM et l'OPVN.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
CHICAGO, ILLINOIS 60637

TO THE EDITOR OF THE JOURNAL OF THE AMERICAN CHEMICAL SOCIETY
FROM DR. J. H. GOLDSTEIN

Enclosed for publication are two papers, one on the
kinetics of the reaction of hydrogen peroxide with
hydrochloric acid, and the other on the kinetics of the
reaction of hydrogen peroxide with hydrobromic acid.

The first paper is a preliminary report on the
kinetics of the reaction of hydrogen peroxide with
hydrochloric acid, and the second paper is a
more detailed report on the kinetics of the reaction of
hydrogen peroxide with hydrobromic acid.

Very respectfully,
J. H. Goldstein

The following is a list of the papers published in
the Journal of the American Chemical Society, Vol. 78,
No. 1, January 1956, and Vol. 78, No. 2, February
1956, which are of interest to the general public.
The papers are listed in the order in which they
appear in the journal.

1. The Kinetics of the Reaction of Hydrogen Peroxide
with Hydrochloric Acid, J. H. Goldstein, J. Am. Chem. Soc.,
78, 1, 1-10, 1956.

2. The Kinetics of the Reaction of Hydrogen Peroxide
with Hydrobromic Acid, J. H. Goldstein, J. Am. Chem. Soc.,
78, 2, 1-10, 1956.

3. The Kinetics of the Reaction of Hydrogen Peroxide
with Hydrochloric Acid, J. H. Goldstein, J. Am. Chem. Soc.,
78, 1, 1-10, 1956.

4. The Kinetics of the Reaction of Hydrogen Peroxide
with Hydrobromic Acid, J. H. Goldstein, J. Am. Chem. Soc.,
78, 2, 1-10, 1956.

5. The Kinetics of the Reaction of Hydrogen Peroxide
with Hydrochloric Acid, J. H. Goldstein, J. Am. Chem. Soc.,
78, 1, 1-10, 1956.

6. The Kinetics of the Reaction of Hydrogen Peroxide
with Hydrobromic Acid, J. H. Goldstein, J. Am. Chem. Soc.,
78, 2, 1-10, 1956.

- pour le riz : à un prix uniforme dans l'ensemble des Cercles en rupture d'approvisionnement. Ce prix sera le prix de revient moyen pondéré du riz rendu Centres Destinataires ;
- pour le mil / sorgho : aux prix du marché qui doivent correspondre à la moyenne arithmétique des prix pratiqués dans les chefs-lieux des 18 Cercles déficitaires où l'OPAM reste implanté (information du SIM et du SAP). Toute variation d'au moins 10 % entraînera la modification du prix de vente fixé.

L'OPAM s'engage à dénouer les opérations relatives à la gestion de ces ventes considérées comme des aides alimentaires avant la fin de chaque exercice.

3.2.2.2 Les ventes par appels d'offres

Les rotations techniques sont effectuées 100 % par appels d'offres à partir des magasins du Stock National de Sécurité situés dans les chefs-lieux des Régions.

Ces rotations techniques n'ont lieu que si l'état de conservation et l'ancienneté des stocks le justifient.

Par ailleurs, les aides alimentaires livrées dans les régions déficitaires sont vendues à 80 % par appels d'offres et 20 % par ventes directes aux prix du marché.

3.2.2.3 Les distributions gratuites

Elles s'opèrent dans les seuls arrondissements classés à risques (recommandations du SAP) en fonction des demandes présentées par Lettre du Ministre de l'Administration Territoriale au nom du Comité National pour les Actions d'Urgence et de Réhabilitation (CNAUR) et selon un Arrêté Interministériel annuel et/ou un décret de régularisation.

Les distributions font l'objet d'un suivi et d'une évaluation stricts et sont programmées en fonction des possibilités d'intervention du Stock National de Sécurité et des besoins apparaissant à travers le Plan National de Ravitaillement de l'OPAM.

Une lettre-circulaire du Président Directeur Général de l'OPAM adressée à tous les Délégués Régionaux, au Ministre des Finances et du Commerce,

1. The first part of the paper discusses the importance of the study and the objectives of the research.

2. The second part of the paper describes the methodology used in the study, including the data collection and analysis techniques.

3. The third part of the paper presents the results of the study, which show a significant positive correlation between the variables.

4. The fourth part of the paper discusses the implications of the findings and provides recommendations for future research.

5. The fifth part of the paper concludes the study and summarizes the main findings.

6. The sixth part of the paper provides a detailed discussion of the limitations of the study and the potential for further research.

7. The seventh part of the paper provides a list of references for the sources used in the study.

au Ministre de l'Administration Territoriale, aux Donateurs du PRMC, au CNAUR, précise les dispositions à observer.

3.3 CSA / Mauritanie

3.3.1. Modes d'approvisionnement

3.3.1.1 Les achats directs

Le Gouvernement et les Donateurs du Comité Paritaire de Programmation Alimentaire⁹ ont limité les achats locaux du CSA au paddy et en direction des petits producteurs encadrés par la SONADER.

Selon l'Arrêté N° 071 du 30 Avril 1989 publié à cet effet, "Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire limitera ses achats de paddy produit localement à :

- 20 000 tonnes en 1988 - 1989
- 13 000 tonnes en 1989 - 1990
- 8 000 tonnes en 1990 - 1991.

Dans ce cadre, le CSA prendra toute disposition utile pour acheter annuellement 6 000 tonnes de paddy auprès des petits producteurs encadrés par la Société Nationale pour le Développement Rural".

Les achats sont directs au prix d'orientation fixé par Arrêté conjoint du Ministre du Commerce et du Ministre du Développement Rural, prix appelé prix d'intervention et suffisamment élevé pour garantir un prix rémunérateur au petit producteur. Il est de 21 Ougyas/kg.

3.3.2 Modes de distribution

3.3.2.1 Les ventes par appels d'offres

Les ventes sont effectuées à 100 % par appel d'offres au secteur privé au prix de référence fixé par Arrêté Interministériel sur recommandation de la

⁹Objet de l'arrêté n°073 du 30 Avril 1989, ce comité est un comité paritaire Gouvernement-Donateurs composé de dix membres. Les donateurs sont représentés par le PAM, la CEE, l'USAID, la France et la RFA. Le comité a pour rôle d'instituer une concertation permanente entre le Gouvernement Mauritanien et les Donateurs en vue :

- d'assurer un suivi permanent de l'évolution de la production agricole,
- de prévoir et solliciter les aides alimentaires
- de définir les besoins d'importation, et en général de proposer toute mesure susceptible d'aider à la mise en oeuvre de la politique alimentaire et favoriser la réalisation de l'objectif de sécurité alimentaire.

Le Secrétariat est assuré par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

1. The first part of the paper discusses the importance of the study.

2. The second part of the paper discusses the methodology used in the study.

3. The third part of the paper discusses the results of the study.

4. The fourth part of the paper discusses the conclusions of the study.

5. The fifth part of the paper discusses the implications of the study.

6. The sixth part of the paper discusses the limitations of the study.

7. The seventh part of the paper discusses the future research.

8. The eighth part of the paper discusses the acknowledgments.

9. The ninth part of the paper discusses the references.

10. The tenth part of the paper discusses the appendices.

11. The eleventh part of the paper discusses the index.

12. The twelfth part of the paper discusses the glossary.

13. The thirteenth part of the paper discusses the bibliography.

14. The fourteenth part of the paper discusses the list of figures.

15. The fifteenth part of the paper discusses the list of tables.

Commission Interministérielle de Suivi de la Politique Céréalière¹⁰ et du Comité Paritaire de Programmation Alimentaire.

Le modèle d'appel d'offres du CSA/MAURITANIE se singularise par le fait qu'il constitue un appel d'offre "administré" déterminé en fonction des spécificités mauritaniennes "Un peu plus de 2.000.000 d'habitants, 400 commerçants, 5 gros commerçants qui sont généralement de la même tribu" nous a indiqué un donateur membre du comité paritaire de programmation alimentaire.

L'appel d'offre "administré" a pour but d'éviter la formation de tout oligopole. Dans cette optique :

- les prix sont fixés, ce sont ceux des prix de référence des céréales (notamment le blé) importées par le secteur privé ;
- les quantités et la qualité des denrées sont déterminées ;
- les soumissionnaires ont obligation de revendre les quantités adjudgées dans les localités définies dans la fiche de soumission et d'engagement ;
- le cautionnement est obligatoire : en plus du paiement de la valeur des produits et au moment du retrait du certificat de vente auprès de la direction du CSA, chaque adjudicataire pour un ou des lots destinés à une Moughataa (département) en dehors de Nouakchott devra déposer auprès du CSA un cautionnement équivalant à 6.000 UM/tonne. Ce cautionnement sera restitué à l'adjudicataire dès la présentation de l'attestation d'arrivée effective des produits signée par les autorités administratives de la Moughataa dans laquelle il s'était engagé à les vendre conformément à sa soumission. Cette attestation remise en même temps que le bordereau de livraison devra être datée et signée par le Hakem de la Moughataa concernée.

Le cautionnement sera définitivement acquis au profit du CSA au cas où l'adjudicataire n'avait pas fourni cette preuve, dans un délai de 30 jours après l'enlèvement des produits.

Le prix de référence était de 23 Ougyas/kg pour le blé en 1991-1992 à Nouakchott.

L'Arrêté N° R-215 du 11 Novembre 1990 fixe le prix de vente de blé en gros en provenance de l'aide alimentaire à 23 UM/KG rendu Nouakchott.

¹⁰Cette Commission Consultative a pour rôle d'étudier et de proposer au Gouvernement toutes mesures tendant à favoriser le développement de la production, des activités de collecte, de stockage, de transport, de transformation et de commercialisation de toute céréale.

Central Bank of India

Reserve Bank of India

State Bank of India

Commercial Bank of India

Bank of India

Bank of Commerce

Bank of Bengal

Bank of Madras

3.3.2.2 Les distributions gratuites

Les procédures sont précisées par lettre-circulaire du Commissaire à la Sécurité Alimentaire : "ne doivent bénéficier des distributions gratuites que les vrais indigents identifiés par la Commission de Distribution instituée dans chaque Moughataa)".

Il peut y avoir :

- attribution directe ou
- interventions ponctuelles selon les urgences confirmées et vérifiées sur le terrain.

3.3.2.3 Les distributions "Vivres Contre Travail" (VCT)

Elles sont effectuées sur la base de formulaires de distribution à remplir par les groupes cibles identifiés :

- collectivités indigentes directement ou indirectement touchées par la sécheresse,
- projet techniquement faisable,
- projet ne débouchant pas sur des litiges fonciers,
- aspect innovation,
- etc.

3.4 OPVN / Niger

3.4.1 Modes d'approvisionnement

3.4.1.1 Les appels d'offres et les offres publiques d'achats

Officiellement, les achats locaux sont effectués au moins à 80 % par appel d'offres dans les zones excédentaires pour la reconstitution du Stock National de Sécurité. Les 20 % restants devront faire l'objet d'achats directs auprès des producteurs ou des commerçants locaux. Dans la pratique la totalité des achats locaux de l'OPVN sont effectués par appels d'offres et/ou par offres publiques d'achats.

Les offres publiques d'achats sont usitées lorsque les appels d'offres s'avèrent infructueux ou pour des problèmes de calendrier dans la reconstitution du Stock National de Sécurité.

...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...

L'introduction du système d'appels d'offres et des offres publiques d'achats à l'OPVN a été menée de façon prudente et concertée avec les bailleurs de fonds, notamment avec l'assistance technique de la Banque Mondiale.

A cet égard, il est généralement prévu des lots de 100 tonnes livrables dans les préfectures et de 10 tonnes livrables dans les centres principaux. Afin d'encourager l'accès des producteurs et des groupements villageois il est également retenu des lots de 2 tonnes livrables dans les petits Centres, l'OPVN se chargerait de la sacherie.

L'appel d'offre des lots de 100 tonnes est dépouillé au niveau national à Niamey et les offres sont classées pour chaque lieu de livraison par ordre de prix croissants.

Le prix de la dernière offre qui permet de remplir les quantités appelées est retenu comme prix de référence dans chaque lieu de livraison (préfecture).

Exemple : Appel d'offres du 14 Mai 1990

Maradi : quantités appelées 2.600 tonnes

OFFRES	QUANTITES PROPOSEES	PRIX TONNE
1 URC MARADI	1.600 TONNES	44.900 FCFA
2 Et YAYA ARDE	2.600 TONNES	47.000 FCFA
3 OUSMANE	500 TONNES	50.000 FCFA

Les deux premières offres permettent de répondre à la quantité appelée. Il ne sera donc retenu que 1.000 tonnes sur l'offre n°2 mais en contrepartie son prix sera retenu comme prix de référence. Ce système a été appliqué dans chacun des lieux de livraison.

Ce prix de référence est également applicable dans chaque département sur les offres de 10 tonnes et seront retenues celles qui seraient inférieures ou égales à ce prix.

Toutes les offres retenues seront payées au prix de référence. Pour les lots de 2 tonnes, le prix de référence est diminué du coût de la sacherie.

1. The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem of the existence of solutions of the system of equations

which are satisfied by the functions $u_i(x, y, z)$ and $v_i(x, y, z)$ in the domain D of the space E_3 bounded by the surface S . It is shown that the system of equations is solvable in the domain D if and only if the functions $f_i(x, y, z)$ and $g_i(x, y, z)$ satisfy certain conditions.

2. In the second part of the paper the problem of the existence of solutions of the system of equations is solved for the case when the functions $f_i(x, y, z)$ and $g_i(x, y, z)$ are continuous and have continuous first derivatives in the domain D .

3. In the third part of the paper the problem of the existence of solutions of the system of equations is solved for the case when the functions $f_i(x, y, z)$ and $g_i(x, y, z)$ are continuous and have continuous first derivatives in the domain D .

4. In the fourth part of the paper the problem of the existence of solutions of the system of equations is solved for the case when the functions $f_i(x, y, z)$ and $g_i(x, y, z)$ are continuous and have continuous first derivatives in the domain D .

5. In the fifth part of the paper the problem of the existence of solutions of the system of equations is solved for the case when the functions $f_i(x, y, z)$ and $g_i(x, y, z)$ are continuous and have continuous first derivatives in the domain D .

6. In the sixth part of the paper the problem of the existence of solutions of the system of equations is solved for the case when the functions $f_i(x, y, z)$ and $g_i(x, y, z)$ are continuous and have continuous first derivatives in the domain D .

7. In the seventh part of the paper the problem of the existence of solutions of the system of equations is solved for the case when the functions $f_i(x, y, z)$ and $g_i(x, y, z)$ are continuous and have continuous first derivatives in the domain D .

8. In the eighth part of the paper the problem of the existence of solutions of the system of equations is solved for the case when the functions $f_i(x, y, z)$ and $g_i(x, y, z)$ are continuous and have continuous first derivatives in the domain D .

9. In the ninth part of the paper the problem of the existence of solutions of the system of equations is solved for the case when the functions $f_i(x, y, z)$ and $g_i(x, y, z)$ are continuous and have continuous first derivatives in the domain D .

Si l'OPVN décidait d'augmenter ses achats il pourrait :

- signer dans les départements choisis des contrats pour la totalité des offres entrant dans le prix de référence ;
- proposer à quelques adjudicataires d'augmenter les quantités livrées mais toujours au prix de référence ;
- proposer aux soumissionnaires non retenus de contracter en appliquant sur le prix de référence. En cas de pléthore d'offres le critère de sélection serait l'ordre de l'appel d'offre.

3.4.2 Modes de distribution

3.4.2.1 Les offres publiques de ventes

Le tiers du stock de réserve plafonné à 80.000 tonnes est vendu chaque année dans le cadre de la rotation technique par la procédure des offres publiques de ventes. Les ventes se font porte-magasins OPVN des Chefs-lieux des préfectures. Elles se font par lots non fractionnables de 2 tonnes, 5 tonnes et 10 tonnes. Les prix sont fixés sur la base d'un prix pivot qui doit être le plus proche du prix du marché, auquel prix pivot sont ajoutés les frais de transport.

Le prix pivot s'entend pour un lot de 2 tonnes. Une remise de 2 % pour les lots de 5 tonnes et de 5 % pour les lots de 10 tonnes correspond à une marge d'éclatement pour l'opérateur. Pour la détermination du prix pivot, l'OPVN choisit les zones d'achat et de stockage des quantités de céréales destinées à la procédure d'offre publique de ventes.

Pour les frais de transport, l'OPVN part de l'hypothèse de travail selon laquelle tous les produits vendus auront été déplacés de ces zones d'achats et de stockage vers les zones retenues pour les ventes. Il est ainsi obtenu un coût de transport pour les différentes destinations. Le prix final est obtenu en additionnant le prix pivot et le coût de transport.

Il est établi que le système d'offres publiques de ventes ne peut fonctionner qu'avec un système d'information sur les marchés performant. L'offre publique de ventes doit suivre les prix du marché en prenant en compte la marge de distribution des commerçants.

1. The first part of the paper discusses the importance of the study and the objectives of the research.

2. The second part of the paper describes the methodology used in the study and the data collection process.

3. The third part of the paper presents the results of the study and discusses the findings.

4. The fourth part of the paper discusses the implications of the study and the conclusions drawn from the research.

5. The fifth part of the paper discusses the limitations of the study and the areas for future research.

6. The sixth part of the paper discusses the significance of the study and the contributions it makes to the field.

7. The seventh part of the paper discusses the practical applications of the study and the recommendations for practice.

8. The eighth part of the paper discusses the overall findings of the study and the conclusions drawn from the research.

Il est certain, qu'un prix pivot fixé sans se référer aux opérateurs économiques pour le calcul de l'incidence du transport ou des effets du prix du mil importé du Nigéria, ne reflétera pas le prix réel du marché.

3.4.2.2 La distribution des aides alimentaires

L'aide alimentaire est conçue comme un apport des Donateurs pour compléter et accompagner l'effort de sécurité alimentaire de l'Etat Nigérien.

Cependant la tutelle de la gestion de cette aide alimentaire reste encore sujette à des négociations entre l'OPVN et le Gouvernement Nigérien.

Pour l'instant, dans les documents officiels, l'aide alimentaire peut revêtir trois formes principales :

- " - des aides gratuites distribuées ponctuellement et limitativement pour des populations structurellement sans pouvoir d'achat et dans les zones chroniquement déficitaires ;
- des aides gratuites distribuées massivement en scénario de calamités ou de mauvaises récoltes ;
- des aides à vendre, avec ou sans contrepartie, destinées à financer des projets d'investissements productifs dans le domaine agricole, à participer à la prise en charge des coûts généraux d'aide et de sécurité alimentaire, à alimenter les fonds spéciaux de l'OPVN" (sources : Protocole de Contrôle Paritaire Etat-Donateurs relatif à la gestion du Stock de Réserve et de son fonds de roulement assuré par l'OPVN et Protocole de Contrôle Paritaire Etat-Donateurs).

Toutes les distributions gratuites sont gérées sous l'autorité du Service des Aides aux Populations.

Les aides à vendre sont gérées sous l'autorité de l'OPVN conformément aux Conventions établies entre l'Etat et les Donateurs.

Cependant, il convient de souligner que la liberté de manoeuvre de l'OPVN est souvent limitée par la mauvaise qualité des céréales réceptionnées.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT

PHYSICS 311

LECTURE 1

LECTURE 2

LECTURE 3

LECTURE 4

LECTURE 5

LECTURE 6

LECTURE 7

LECTURE 8

LECTURE 9

LECTURE 10

LECTURE 11

LECTURE 12

3.5 CSA / Sénégal

3.5.1 Modes d'approvisionnement

3.5.1.1 Les achats directs

Les missions de régulation et de stabilisation initialement confiées au CSA déterminent ses modes d'intervention malgré la libéralisation des prix intervenue dans le secteur céréalier en 1988-1989.

A cet égard, ces actions portent à la fois sur la transparence du marché à travers le système d'Information sur les Marchés et sur des interventions physiques directes.

Les achats sont effectués au niveau de ses magasins après la récolte pour "soutenir" les prix aux producteurs s'ils sont jugés trop bas par le Comité de Direction composé du CSA et des représentants du Fonds Commun de contrepartie de l'Aide Alimentaire (FCCAA). Le CSA peut également effectuer des achats directs aux producteurs par ses équipes ou auprès des groupements de producteurs lesquels se chargent de la collecte primaire.

Il faudrait souligner que les deux derniers modes d'intervention ont été abandonnés au profit des achats porte-magasins CSA et des achats sur rendez-vous ¹¹.

3.5.2. Modes de distribution

3.5.2.1 Ventes directes

Les opérations du CSA concernent essentiellement les ventes directes des céréales locales. Ces ventes s'effectuent niveau magasins et les prix oscillent dans une fourchette comprise entre 60 et 95 FCFA/kg, ou en direction des Banques Céralières et des unités de transformation des céréales locales à des prix préférentiels. Les seuls frais encourus au moment des ventes porte-magasins sont des frais de manutention (chargement) estimés par le Cabinet Mayoro Wade à 0,44 FCFA/kg. Les ventes sont effectuées toujours au comptant. Les ventes directes sont effectuées aux prix du marché dans les zones déficitaires pendant la période de soudure.

¹¹ Les achats porte-magasins constituent en fait la règle : 10 % des achats en 1985-1986, 82 %, 100 % et 60 % respectivement en 1987-1988, 1989-1990 et 1990-1991. Les achats sur rendez-vous sont ponctuels, exceptionnels et bien ciblés dans les zones enclavées pour réguler le marché.

Dear Sir,

I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 10th inst.

and in reply to inform you that the same has been forwarded to the proper authorities for their consideration.

I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
J. H. [Signature]

I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
J. H. [Signature]

I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
J. H. [Signature]

I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
J. H. [Signature]

I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
J. H. [Signature]

I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
J. H. [Signature]

3.5.2.2 La distribution des aides alimentaires

Le CSA se charge de la distribution au niveau des projets pour les aides structurelles, des ventes aux populations aux prix du marché pour les aides programmées, et de la distribution en liaison avec les projets et les ONG concernés pour les aides d'urgence.

3.6 ONC / Tchad

3.6.1 Modes d'approvisionnement

Depuis sa création l'ONC a effectué deux systèmes de collecte des céréales locales : d'abord par l'intermédiaire des commerçants, de plus en plus auprès des producteurs et sur les marchés ruraux soit par l'entremise des structures d'encadrement soit directement par les agents de l'ONC.

3.6.1.1 Les achats directs aux producteurs

Les achats directs auprès des producteurs s'opèrent généralement à partir de neuf centres d'achats fréquentés par les agents de l'ONC : trois centres en zone soudanienne (Moundou, Sarh, Pala) six en zone sahélienne (Bouso, Am-Timam, N'Gama, Mongo, Dourbali, Aboudeïa).

3.6.1.2 Les achats auprès des groupements de producteurs

Les achats auprès des groupements villageois sont généralement organisés à travers l'ONDR et les ONG de la place qui transmettent à l'ONC la liste des groupements encadrés et capables de fournir les céréales. Il faut noter que les prestations faites par les structures d'encadrement et d'assistance n'étaient assorties d'aucune ristourne. C'est seulement en 1985-1986 que l'ONDR a bénéficié de 3 % de la valeur des quantités collectées. Ceci a grevé les coûts de revient de l'ONC qui a purement et simplement abandonné cette pratique.

3.6.1.3 Les achats auprès des commerçants

Les achats auprès des commerçants s'effectuent sur la base d'une liste de 45 commerçants agréés, établie par l'ONC. Ces commerçants agréés avaient pris l'engagement de respecter scrupuleusement les conditions prescrites dans les contrats les liant à l'ONC.

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

3.6.2 Modes de distribution

3.6.2.1 Ventes directes

L'ONC effectue ses ventes directes à partir de son stock opérationnel. Elles concernent à la fois les céréales locales et les aides régulières. L'ONC utilise à cet effet deux systèmes de ventes :

- le système des distributeurs agréés : il s'agit des commerçants qui remplissent certaines conditions exigées de l'ONC et qui peuvent vendre aux consommateurs aux prix convenus avec l'ONC. Ils sont sélectionnés de manière à couvrir tous les quartiers de la ville ;
- le système des listes des agents des services publics et privés : ces listes sont fournies par les différentes structures étatiques concernées.

Il faut souligner que pour les aides alimentaires fournies par l'USAID, seul le système de distributeurs agréés est retenu, alors que pour les autres aides régulières l'ONC combine les deux systèmes.

3.6.2.2 La distribution des aides alimentaires

Elle relève du Ministère de la Sécurité Alimentaire et des Populations Sinistrées dont l'organe opérationnel en la matière est le Comité d'Action pour la Sécurité Alimentaire et l'Aide d'Urgence (CASAU). Le CASAU agit sur instructions, orientation et programmes du Gouvernement.

4 IMPACT DES MODES D'INTERVENTION DES ORGANISMES CEREALIERES

Pour mesurer l'impact des modes d'intervention des organismes céréaliers, il se pose d'abord la question d'approche méthodologique : comment mesurer l'impact de leurs interventions au niveau :

- du fonctionnement du marché céréaliier,
- de l'efficacité de l'organisme céréaliier et
- de la sécurité alimentaire.

De «la parcelle à la marmite», la place des organismes céréaliers apparaît clairement dans la chaîne des intervenants dans la commercialisation des céréales locales.

Les organismes céréaliers constituent d'une part le terminal du processus de regroupement des céréales locales, à partir de l'offre parcellaire des producteurs et, d'autre part, le point de départ d'un processus d'éclatement des quantités stockées au profit des consommateurs qu'ils soient solvables ou non solvables.

Nos enquêtes-recoupements ont révélé que les organismes céréaliers achètent des volumes importants de céréales locales sur fonds publics (des bailleurs de fonds et/ou des Etats) avec l'intention de les stocker puis de les revendre ou de les distribuer dans le cadre strict d'une meilleure sécurisation alimentaire des populations.

L'impact de ces transactions commerciales et/ou non commerciales sur la sécurité alimentaire, le fonctionnement du marché céréaliier et l'efficacité de l'organisme céréaliier, varie selon les modes d'intervention à travers lesquels nous constatons la primauté des achats directs et des ventes directes sur les appels d'offres et les offres publiques.¹²

Les autres modes d'intervention tels le gré à gré, les achats sur rendez-vous usités à titre transitoire pour relayer les modes d'intervention officiels, sont assimilés aux achats et ventes directes. Ces transactions s'effectuent à travers des opérations directes entre les organismes et les tiers.

¹² - OFNACER/BURKINA : achats directs, ventes directes
- OPAM/MALI : appels d'offres, ventes directes, distributions gratuites
- CSA/MAURITANIE : achats directs, appels d'offres "administrés", distributions gratuites, "Vivres contre Travail"
- OPVN/NIGER : appels d'offres, offres publiques
- CSA/SENEGAL : achats directs, ventes directes
- ONC/TCHAD : achats directs, ventes directes.

THE HISTORY OF THE

REIGN OF KING CHARLES THE FIRST

IN WHICH ARE CONTAINED THE MOST IMPORTANT
EVENTS OF HIS REIGN, AND THE
CAUSES AND CONSEQUENCES OF THE
REBELLION

BY
JOHN BURNET, ESQ.

LONDON:
Printed by J. Sturges, in Pall-mall.

1704.

THE HISTORY OF THE
REIGN OF KING CHARLES THE FIRST

IN WHICH ARE CONTAINED THE MOST IMPORTANT
EVENTS OF HIS REIGN, AND THE
CAUSES AND CONSEQUENCES OF THE
REBELLION

BY
JOHN BURNET, ESQ.

LONDON:
Printed by J. Sturges, in Pall-mall.

4.1 Impact sur le fonctionnement des organismes céréaliers

Il est évident que les modes d'intervention ont un impact sur le fonctionnement des organismes céréaliers et vice-versa. Une intervention par appels d'offres exige moins de personnel que l'organisation des marchés populaires ou les achats directs auprès des producteurs. Or, un tel constat ne suffit pas pour expliquer le bon ou mauvais fonctionnement d'un organisme céréalier qui subit par ailleurs des contraintes exogènes¹³ autres qu'un mode d'intervention donné.

Il est envisagé alors de connaître l'impact des modes d'intervention au niveau des organismes céréaliers à travers des indicateurs tels le personnel nécessaire, le niveau des subventions, les frais d'approche ...

Cependant, suite à nos investigations, nous avons constaté que les coûts de commercialisation et les marges correspondantes donnent souvent lieu à des controverses, notamment avec les changements accélérés des prix qui caractérisent les pays sahéliens d'une campagne à l'autre, d'un mois à l'autre, d'une semaine à l'autre, d'une heure à l'autre, d'un marché à l'autre.

Dans bien des cas, ces points sont difficiles à analyser car nous manquons de données objectives fiables sur les frais de commercialisation et les marges dans la plupart des organismes céréaliers.

4.1.1 Les interventions directes

Elles confèrent aux organismes céréaliers selon le cas le rôle de :

- acheteurs ou de vendeurs forains : cas des marchés populaires au Burkina-Faso, des achats sur rendez-vous au Sénégal, des achats au «Coro» au Tchad, des ventes à la «tine» au Burkina-Faso ... ;
- acheteurs ou de vendeurs fixes : cas des centres d'achats et des magasins de ventes au Burkina-Faso et au Tchad ... ;
- grossistes : cas des achats porte-magasins au Sénégal et en Mauritanie,

¹³ Le fonctionnement des organismes céréaliers était et est toujours influencé par des facteurs hors de leur responsabilité (décisions politiques...). Les conditions n'étaient pas toujours favorables afin de les permettre d'agir de façon efficace. Aussi, il semble évident que par le biais de leur restructuration, leur efficacité pourrait être améliorée. Ces aspects n'entrant pas dans les termes de référence ne seront donc pas traités par l'étude.

It is important to note that the following information is for informational purposes only and should not be used for legal or financial advice.

The first section of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. This includes keeping track of income, expenses, and assets. Proper record-keeping is essential for tax purposes and for monitoring financial health.

The second section provides a detailed overview of the company's financial performance over the past year. It includes a breakdown of revenue, costs, and profit margins, as well as a comparison to industry benchmarks.

The third section outlines the company's strategic goals for the upcoming year. These goals are based on a thorough analysis of market trends and internal capabilities. The document also discusses the specific actions that will be taken to achieve these goals.

The fourth section discusses the company's commitment to sustainability and social responsibility. It outlines the various initiatives that are being implemented to reduce the company's carbon footprint and to support the local community.

The fifth section provides a summary of the company's overall financial position. It highlights the company's strengths and areas for improvement, and provides a clear picture of the company's future prospects.

The sixth section discusses the company's plans for future growth and expansion. It outlines the various strategies that are being considered, and provides a detailed timeline for implementation.

The seventh section discusses the company's plans for employee development and training. It outlines the various programs and initiatives that are being implemented to ensure that employees are equipped with the skills and knowledge needed to succeed in their roles.

The eighth section discusses the company's plans for customer engagement and retention. It outlines the various strategies that are being implemented to ensure that customers are satisfied with their experience and are likely to return for future purchases.

The ninth section discusses the company's plans for risk management and compliance. It outlines the various measures that are being implemented to ensure that the company is compliant with all applicable laws and regulations, and that risks are properly managed.

des ventes préférentielles aux unités de transformation et aux banques céréalières au Sénégal ...

L'impact des interventions directes (achats et ventes directs) sur le fonctionnement des organismes céréaliers se résume à :

- le déploiement des structures d'achat et de vente en plus du personnel fixe dans chaque zone d'intervention pour répondre à une offre et/ou une demande atomisée par une intervention trop coûteuse. Etant donné les fluctuations des prix et des volumes de céréales commercialisées, les interventions directes ayant pour objet la régulation du marché sont onéreuses pendant les années d'abondance et dépassent largement les possibilités financières et logistiques des organismes céréaliers ;
- la mobilisation anticipée (avant les achats et en cours de campagne) des moyens financiers et logistiques importants : le démarrage de la campagne est lié à des équipes et centres d'achats et de ventes opérationnels (balances, bascules, sacheries, contrôleurs phytosanitaires, magasins et argent nécessaires...) ;
- les réactualisations répétées des prévisions (quantités, prix, imprévus...) qui ne tiennent compte généralement ni des besoins qu'elles impliquent ni des ressources réellement mobilisables localement. Elles laissent la porte ouverte à toutes sortes de pressions politiques, administratives et sociales¹⁴. Or, les fonds publics dont les organismes céréaliers peuvent bénéficier à travers les Etats et/ou les Bailleurs de Fonds sont doublement limités par les prévisions initiales de commercialisation d'une part, et par le plafond global autorisé par le donateur d'autre part ;
- la mise en place d'un mécanisme de suivi approprié pour la sécurisation des ressources financières mobilisées pour les achats et encaissées suite aux ventes, la moralité des dépenses effectuées par les équipes d'achats et/ou de ventes, la qualité des céréales achetées et stockées.

Nous retiendrons des expériences des organismes céréaliers pratiquant les interventions directes que, en cas de récoltes peu satisfaisantes, ils n'arrivent pas à collecter les quantités prévues. La production

¹⁴ La campagne céréalière 1985-1986 au Mali illustre bien ce phénomène :

- prévisions initiales (sept-oct 1985) : 21300 t
- prévisions actualisées par le gouvernement (nov 1985) : 37732 t
- réactualisations par les administrations (janv 1986) : 54112 t

Les réalisations étaient de 59068 tonnes au 30 août 1986 donc supérieures aux réactualisations des prévisions. L'OPAM s'est trouvé de fait dans une impasse financière sans précédent : 2.800.000.000 de FCFA de prêt de campagne non dénoué, 5.718.000.000 de FCFA de prêt dû aux donateurs du PRMC.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT

REPORT ON THE PROGRESS OF WORK

BY

DR. J. H. P. [Name]

FOR THE YEAR 19[]

CHICAGO, ILL.

19[]

[Text]

[Text]

[Text]

[Text]

[Text]

[Text]

[Text]

commercialisée est entièrement achetée par les commerçants. En cas de récoltes abondantes, les prix officiels n'ont aucun sens car les organismes céréaliers n'ont pas de ressources financières suffisantes pour se pérenniser sur le marché et acheter la totalité des céréales proposées par les producteurs.

Les organismes céréaliers se trouvent ainsi confrontés à un double problème dont la manifestation la plus concrète demeure des pertes très élevées sur la commercialisation.

Au Burkina-Faso, les taux de perte sur commercialisation de 1984 à 1990 de l'OFNACER s'élèvent à 447.306.060 F CFA comme indiqué dans le tableau suivant :

Dona teurs	Fonds Initial (FCFA)	Quantités collectées (tonnes)	Pertes sur commerca- lisation	Frais de collecte	Disponible
USAID	750000000	13301,193	85680126	108840619	555479255
PAYS- BAS	863330249	20922,509	124173711	151285870	587870668
CEE	1576753500	44029,602	237452223	332142042	1007159235
TOTAL	3190083749	78253,304	447306060	592268531	2150509158

Source : OFNACER, Direction Financière, 1991

En 1990-1991 les pertes vont s'accroître à cause : du prix d'achat élevé des céréales collectées auprès des commerçants à 105 FCFA/kg et du prix de vente assez bas à 80 F CFA/kg soit une perte de 25 F CFA sur le kg.

Selon les chiffres provisoires communiqués par la Direction Financière, les pertes seraient à la date du 18 décembre 1991, de 782.872.192 FCFA selon la clé suivante :

25369 T 771 x 25000 CFA/T	= 634.244.275 F CFA
Coût du transport	= 148.627.917 F CFA
Total	= 782.872.192 F CFA

Ces pertes auraient pu être plus importantes si l'on prenait en compte toutes les charges (personnel, stockage, manutention, pertes sur stockage, ...).

Les pertes sur commercialisation de la seule campagne 1990-1991 doubleraient celles cumulées de 1984 à 1990. Par ailleurs en 1989-1990, les achats locaux effectués exclusivement par les agents de l'OFNACER et les

groupements villageois ont porté sur 21546 tonnes collectées qui se répartissent selon la clé suivante :

- OFNACER (par ses propres agents) : 13 635 tonnes, soit 63,28 % ;
- Groupements villageois (GV) : 7911 tonnes, soit 36,72 %.

Les frais d'approche se sont détériorés 8,46 FCFA/kg contre 4,95 FCFA/kg en 1988-1989¹⁵. Cette détérioration se justifie par les variations intervenues à quatre niveaux essentiels par rapport à la campagne précédente :

- les emballages : + 1,90 F (absence d'emballages subventionnés) ;
- les carburants et les lubrifiants : + 0,34 F (enlèvement important chez les GV) ;
- les entretiens et les réparations : + 0,33 F (obsolescence continue du parc lourd) ;
- les primes de collecte : + 0,58 F (importance de la participation des GV)

Désignations	1988-1989	1989-1990
Quantités collectées (en tonnes)	35057,610	21546
Coût total (FCFA)	2302935005	1261112801
. Achats Céréales	2129400337	1078737980
. Frais d'approche	173534668	182374821
Coût total moyen FCFA/kg	65,69	58,53
. Achats Céréales	60,74	50,07
. Frais d'approche	4,95	8,46

SOURCE : les rapports de campagne de commercialisation 1988-1989 et 1989-1990, OFNACER..

¹⁵Pour les performances de cette année, voir notamment l'impact des achats directs sur le fonctionnement du marché et sur la sécurité alimentaire en général, au Burkina Faso.

1. The first part of the paper discusses the importance of the study.

2. The second part of the paper discusses the methodology used in the study.

3. The third part of the paper discusses the results of the study.

4. The fourth part of the paper discusses the conclusions of the study.

5. The fifth part of the paper discusses the implications of the study.

6. The sixth part of the paper discusses the limitations of the study.

7. The seventh part of the paper discusses the future research.

8. The eighth part of the paper discusses the acknowledgments.

9. The ninth part of the paper discusses the references.

10. The tenth part of the paper discusses the appendices.

11. The eleventh part of the paper discusses the index.

12. The twelfth part of the paper discusses the glossary.

13. The thirteenth part of the paper discusses the bibliography.

14. The fourteenth part of the paper discusses the list of figures.

15. The fifteenth part of the paper discusses the list of tables.

COMPARAISON DES FRAIS D'APPROCHE 1983-1984 à 1988-1989.

Campagnes	Frais d'approche par kg	Base 1988-1989 en %
1983-1984	13,17	266
1984-1985	10,21	206
1985-1986	8,43	170
1986-1987	8,24	166
1987-1988	10,08	204
1988-1989	4,95	100

SOURCE : OFNACER, Rapport de Campagne 1988-1989, p.13.

En Mauritanie, l'impact des achats directs sur le fonctionnement du CSA se situe notamment au niveau de la qualité du paddy fourni par les producteurs et du financement.

Quelles que soient les ambitions du CSA, ses performances resteront quasi-nulles. En effet, en limitant ses achats à 6.000 tonnes de paddy/an, les autorités ont condamné le CSA à supporter des prix prohibitifs. Ceci ne satisfait ni les paysans, ni le CSA :

- inexistence de suivi technique ;
- manque d'encadrement suffisant pour les petits producteurs ;
- existence de plusieurs variétés de riz sur un même périmètre parce que le petit producteur achète ses semences sans se préoccuper de la qualité ;
- inexistence de garantie d'approvisionnement des petits producteurs en semences ;
- sous-traitance avec des intermédiaires à qui les petits producteurs cèdent leur paddy à un prix inférieur et qui revendent par la suite au CSA.

Plus de 1.400 tonnes de riz local décortiqué par le CSA restent invendables depuis plusieurs mois.

Au niveau du financement, les achats locaux du CSA sont assurés sur une subvention de la République Fédérale d'Allemagne à travers le Fonds de Réserve PSA. Elle est de 160 millions d'UM/an dont 80 millions sont destinés à la couverture des pertes. Cependant depuis la campagne 1991-1992, la RFA tout en acceptant le principe de la couverture des pertes, évite que cette subvention atteigne le niveau de 80 millions d'UM/an.

Par ailleurs, il est établi que généralement ce sont les petits producteurs qui, pour diverses raisons, notamment de qualité, n'arrivent pas à vendre leur paddy au secteur privé, se rabattent tout simplement sur le CSA.

Cet état de fait est insupportable pour le CSA. Avant la démonopolisation de la filière riz, le paddy acheté localement par le CSA était usiné et cédé à la SONIMEX.

Un kilogramme de paddy acheté à 21 UM par le CSA sur subvention de la RFA est usiné à 4 UM, les frais intermédiaires et les coûts d'intervention de l'ordre de 16 UM, le prix de vente du CSA de 38 UM/kg, soit une perte de l'ordre de 3 UM/kg :

Prix d'achat (Subvention PSA)	: 21 UM/kg
Frais d'usinage	: 4 UM/kg
Coûts d'intervention	: 16 UM/kg
Prix de Revient	: 41 UM/kg
Prix de vente	: 38 UM/kg
Perte	: 3 UM/kg

SOURCE : Directeur Commercial, SONIMEX, Janvier 1992

Avec la libéralisation de la filière et la concurrence croissante du riz importé, il se posera avec acuité le problème d'écoulement, à son prix de revient réel, du paddy acheté auprès des petits producteurs. Ce prix de revient est passé en 1991 à 43 UM/kg.

Or, le riz importé de meilleure qualité est vendu à ce prix et le riz local ne trouve d'acquéreur qu'entre 37 et 38 UM/kg.

Ceci nécessite la prise en charge d'une perte estimée entre 5 et 6 UM/kg à partir de la nouvelle campagne.

Au Tchad, l'ONC effectue certains de ses achats directs sur la base du «Coro», à la fois instrument et unité de mesure traditionnels, dont le volume varie suivant les zones (production et consommation) et les périodes (récoltes et soudures) ; en plus le poids du «Coro» est fonction du type de céréales. Ceci pose le problème de la moralité des dépenses effectuées par les équipes d'achats et de la qualité des céréales fournies.

1. The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β .

2. In the second part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β .

3. In the third part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β .

4. In the fourth part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β .

5. In the fifth part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β .

6. In the sixth part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β .

7. In the seventh part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β .

8. In the eighth part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β .

9. In the ninth part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β .

10. In the tenth part we consider the case of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β .

Par ailleurs, la politique de ventes directes de l'ONC est fortement biaisée par le système de crédit non recouvrable fait aux fonctionnaires aux services d'utilité publique et par la disparité des prix de ventes ONC selon les clients et les centres de ventes. En effet, certains centres de l'ONC pratiquent plusieurs prix unitaires.

Pour ne citer que le cas de la campagne 1988-1989, nous avons relevé que :

- à N'DJAMENA : le prix unitaire réel du pénicillaire est de 7.500 FCFA le sac de 100 kg mais qu'il a été vendu à l'Armée au prix préférentiel de 6.500 FCFA. Le Sorgho : prix unitaire réel est de 6 750 FCFA le sac de 100 kg, un prix préférentiel de 5 500 FCFA a été pratiqué pour certaines couches de la population. Une partie de ce stock a été même vendue au PAM aux prix forts de 7 800 FCFA le sac de 100 kg de pénicillaire et 7 000 FCFA le sac de Sorgho ;

- à MAO :

* Prix pratiqués : 8.250 FCFA
* Prix préférentiel au PAM : 8.100 FCFA ;

- à MOUSSORO :

* Prix pratiqués
 . pénicillaire : 7.500 et 8.250 FCFA
 . sorgho : 10.995 et 8.500 FCFA ;

- à NOKON :

* Prix pratiqués pénicillaire : 7.290 et 12.150 FCFA ;

- à OUM-HADJER :

* Prix pratiqués Sorgho : 6.700 et 7.000 CFA ;

- à MOUNDOU

* Prix pratiqués pénicillaire
 . populations : 7.100 FCFA
 . PAM : 7.500 FCFA ;

- à SARH :

* Prix pratiqués Sorgho : 7.300 et 6.800 FCFA ;

The purpose of this study is to determine the effect of the independent variable on the dependent variable. The study was conducted in a laboratory setting and involved a group of participants who were randomly assigned to two conditions. The first condition was the control group, and the second condition was the experimental group. The results of the study showed that there was a significant difference between the two groups, with the experimental group showing a higher level of performance than the control group. This suggests that the independent variable has a positive effect on the dependent variable.

The study was conducted in a laboratory setting and involved a group of participants who were randomly assigned to two conditions. The first condition was the control group, and the second condition was the experimental group. The results of the study showed that there was a significant difference between the two groups, with the experimental group showing a higher level of performance than the control group. This suggests that the independent variable has a positive effect on the dependent variable.

The study was conducted in a laboratory setting and involved a group of participants who were randomly assigned to two conditions. The first condition was the control group, and the second condition was the experimental group. The results of the study showed that there was a significant difference between the two groups, with the experimental group showing a higher level of performance than the control group. This suggests that the independent variable has a positive effect on the dependent variable.

The study was conducted in a laboratory setting and involved a group of participants who were randomly assigned to two conditions. The first condition was the control group, and the second condition was the experimental group. The results of the study showed that there was a significant difference between the two groups, with the experimental group showing a higher level of performance than the control group. This suggests that the independent variable has a positive effect on the dependent variable.

The study was conducted in a laboratory setting and involved a group of participants who were randomly assigned to two conditions. The first condition was the control group, and the second condition was the experimental group. The results of the study showed that there was a significant difference between the two groups, with the experimental group showing a higher level of performance than the control group. This suggests that the independent variable has a positive effect on the dependent variable.

- à DOBA :
* Prix pratiqués Sorgho : 7.750 et 6.800 FCFA ;

- à ABEICHE :
* Prix pratiqués Pénicillaire : 7.500 et 6.230 FCFA.

Ainsi, le contexte du marché céréalier tchadien (prépondérance écrasante des commerçants) a fait que l'ONC n'a jamais su élaborer et mettre en place une véritable politique agressive des ventes.

La plupart des personnes interrogées ont confirmé l'impossibilité pour l'ONC de pouvoir vendre ses céréales aux conditions du marché.

Les ventes à terme et à prix minorés constituent la règle et les ventes au comptant l'exception. Ceci est confirmé par le niveau important des arriérés dus sur ventes à terme. En Juillet 1990 le montant des créances s'élevait à 413 millions de FCFA dont 60 % étaient dus par les forces armées.

Au Sénégal, le CSA a su adapter ses interventions directes (achats et ventes) aux exigences du Programme d'Ajustement Structurel en limitant ses transactions principalement porte-magasins qui réduisent à un niveau minimal les procédures et coûts d'intervention du CSA.

Une étude réalisée par le Cabinet Mayoro WADE sur les coûts variables liés à l'achat des céréales locales sur le marché, leur stockage et leur distribution fait ressortir par intervenant :

Coût variable unitaire achats coopératives

- prix d'achat	70,00 FCFA
- marge et prime	1,00 FCFA
- transport primaire	1,12 FCFA
- frais de collecte	0,95 FCFA
- frais de manutention	0,88 FCFA
- ristourne	1, 00 FCFA
- fumigation	1,00 FCFA
- sacherie	4,00 FCFA
- frais manutention (distribution)	0,44 FCFA

Coût variable unitaire : 80,39 FCFA

It is essential for the accounting department to maintain a high level of accuracy and to ensure that all transactions are properly recorded and classified.

It is essential for the accounting department to maintain a high level of accuracy and to ensure that all transactions are properly recorded and classified.

It is essential for the accounting department to maintain a high level of accuracy and to ensure that all transactions are properly recorded and classified.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

It is essential for the accounting department to maintain a high level of accuracy and to ensure that all transactions are properly recorded and classified.

- Coût Variable Unitaire Achats Magasins :

- prix d'achat	70,00 FCFA
- frais de manutention	0,44 FCFA
- fumigation	1,44 FCFA
- sacherie	4,00 FCFA
- frais manutention (distribution)	0,44 FCFA

PRIX DE REVIENT 76,32 FCFA

Quatre éléments (marge et prime, transport primaire, frais de collecte, ristourne, manutention déchargement) disparaissent de la structure.

- Coût Variable Unitaire Achats "Agents Commerciaux CSA" :

- prix d'achat	70,00 FCFA
- frais de transport	1,12 FCFA
- frais de manutention	0,88 FCFA
- fumigation	1,00 FCFA
- sacherie	4,00 FCFA
- frais manutention (distribution)	0,44 FCFA

Coût variable unitaire : 77,44 FCFA

De cette structure disparaissent trois éléments (marge et prime, frais de collecte, ristourne ...).

Si l'option achat porte-magasin est salubre et retenue par le CSA, ce dernier reste cependant confronté à des lenteurs constatées dans les prises de décision pour les financements requis dans le cadre de ses opérations d'achat. Plusieurs personnes - ressources interrogées ont relevé les errements qu'il y a avant d'intervenir notamment le déblocage des financements nécessaires.

Par ailleurs, l'expérience a révélé que les céréales locales importées dans la sous-région ont posé une fois au CSA quelques problèmes techniques notamment :

- au pesage : les sacs reçus n'étaient pas standardisés à 101 kg comme stipulé dans les contrats ;
- à la qualité du produit : le taux d'impuretés moyen a été de 7% donc

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
JANUARY 1950

TO THE HONORABLE CHAIRMAN OF THE BOARD OF TRUSTEES
OF THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
JANUARY 1950

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
JANUARY 1950

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
JANUARY 1950

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
JANUARY 1950

au-delà du taux accepté dans les achats locaux du CSA qui est de 1%.

Toutefois, pour les importations suivantes, les fournisseurs se sont conformés aux conditions des contrats.

4.1.2 Les interventions par appels d'offres et offres publiques

Ces modes d'intervention confèrent à l'OPAM et à l'OPVN le rôle essentiellement de grossistes qui achètent et/ou vendent des volumes importants de céréales grâce à la couverture de fonds extérieurs multilatéraux (PRMC) et/ou bilatéraux (PSA). Les céréales sont réceptionnées et/ou vendues dans certains chefs-lieux de régions et/ou de cercles aux prix du marché. Ces deux organismes passent à cet effet par des opérateurs ou groupes d'opérateurs dont le rôle est de regrouper, de collecter et/ou d'acheter des volumes de céréales qui justifient des transactions de "gros".

L'impact des appels d'offres et des offres publiques sur le fonctionnement de ces deux organismes se résume :

- à l'allégement du personnel à mobiliser pour les transactions. Le personnel fixe dans les zones d'action est suffisant. Ainsi au Mali, l'OPAM a réduit son personnel qui était de 718 en 1988 à 298 agents en 1990 ;
- à l'établissement préalable d'un plan d'opérations (achats et ventes) accepté par les bailleurs de fonds ;
- à la garantie du financement par les bailleurs de fonds qui s'engagent entre autres à couvrir par le biais de subventions tous les frais afférents aux opérations d'achats et de ventes préalablement identifiées ;
- à l'élaboration d'une politique commerciale suffisamment flexible pour s'adapter aux fluctuations des marchés sahéliens ;
- à la sécurisation des ressources financières mobilisées.

La moralité des dépenses et des recettes est sauvegardée. L'essentiel des transactions s'effectuent aux prix du marché et au niveau des magasins préalablement identifiés. Le règlement des fournisseurs s'effectue au moyen de chèques bancaires.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY

REPORT OF THE COMMITTEE ON THE
PROGRESS OF THE WORK

During the year 1954, the work of the Department of Chemistry has been carried on in accordance with the plan of work approved by the Committee on the Progress of the Work. The work has been carried on in the following fields:

- 1. Organic Chemistry
- 2. Inorganic Chemistry
- 3. Physical Chemistry
- 4. Analytical Chemistry
- 5. Biochemistry
- 6. Environmental Chemistry
- 7. Industrial Chemistry
- 8. Applied Chemistry
- 9. Chemical Engineering
- 10. Chemical Physics
- 11. Chemical Microbiology
- 12. Chemical Botany
- 13. Chemical Zoology
- 14. Chemical Geology
- 15. Chemical Cosmology
- 16. Chemical Meteorology
- 17. Chemical Oceanography
- 18. Chemical Climatology
- 19. Chemical Meteorology
- 20. Chemical Oceanography

The work of the Department of Chemistry has been carried on in accordance with the plan of work approved by the Committee on the Progress of the Work. The work has been carried on in the following fields:

- 1. Organic Chemistry
- 2. Inorganic Chemistry
- 3. Physical Chemistry
- 4. Analytical Chemistry
- 5. Biochemistry
- 6. Environmental Chemistry
- 7. Industrial Chemistry
- 8. Applied Chemistry
- 9. Chemical Engineering
- 10. Chemical Physics
- 11. Chemical Microbiology
- 12. Chemical Botany
- 13. Chemical Zoology
- 14. Chemical Geology
- 15. Chemical Cosmology
- 16. Chemical Meteorology
- 17. Chemical Oceanography
- 18. Chemical Climatology
- 19. Chemical Meteorology
- 20. Chemical Oceanography

The work of the Department of Chemistry has been carried on in accordance with the plan of work approved by the Committee on the Progress of the Work. The work has been carried on in the following fields:

- 1. Organic Chemistry
- 2. Inorganic Chemistry
- 3. Physical Chemistry
- 4. Analytical Chemistry
- 5. Biochemistry
- 6. Environmental Chemistry
- 7. Industrial Chemistry
- 8. Applied Chemistry
- 9. Chemical Engineering
- 10. Chemical Physics
- 11. Chemical Microbiology
- 12. Chemical Botany
- 13. Chemical Zoology
- 14. Chemical Geology
- 15. Chemical Cosmology
- 16. Chemical Meteorology
- 17. Chemical Oceanography
- 18. Chemical Climatology
- 19. Chemical Meteorology
- 20. Chemical Oceanography

The work of the Department of Chemistry has been carried on in accordance with the plan of work approved by the Committee on the Progress of the Work. The work has been carried on in the following fields:

- 1. Organic Chemistry
- 2. Inorganic Chemistry
- 3. Physical Chemistry
- 4. Analytical Chemistry
- 5. Biochemistry
- 6. Environmental Chemistry
- 7. Industrial Chemistry
- 8. Applied Chemistry
- 9. Chemical Engineering
- 10. Chemical Physics
- 11. Chemical Microbiology
- 12. Chemical Botany
- 13. Chemical Zoology
- 14. Chemical Geology
- 15. Chemical Cosmology
- 16. Chemical Meteorology
- 17. Chemical Oceanography
- 18. Chemical Climatology
- 19. Chemical Meteorology
- 20. Chemical Oceanography

The work of the Department of Chemistry has been carried on in accordance with the plan of work approved by the Committee on the Progress of the Work. The work has been carried on in the following fields:

- 1. Organic Chemistry
- 2. Inorganic Chemistry
- 3. Physical Chemistry
- 4. Analytical Chemistry
- 5. Biochemistry
- 6. Environmental Chemistry
- 7. Industrial Chemistry
- 8. Applied Chemistry
- 9. Chemical Engineering
- 10. Chemical Physics
- 11. Chemical Microbiology
- 12. Chemical Botany
- 13. Chemical Zoology
- 14. Chemical Geology
- 15. Chemical Cosmology
- 16. Chemical Meteorology
- 17. Chemical Oceanography
- 18. Chemical Climatology
- 19. Chemical Meteorology
- 20. Chemical Oceanography

Au Mali, les interventions par appels d'offres ont contribué à réduire très sensiblement les subventions d'exploitation accordées à l'OPAM. Durant les trois campagnes (1986-1987-1988) pendant lesquelles cet organisme intervenait exclusivement par des achats et des ventes directs les subventions octroyées par l'OSRP, le PRMC, et le CNAUR, étaient de 5.520.266.332 FCFA pour 161.831 tonnes de céréales distribuées soit une subvention moyenne de 34.111 FCFA la tonne, alors que durant les trois campagnes (1989-1990-1991) sous contrat-plan avec comme mode d'intervention les appels d'offres, les subventions ont porté sur 1.444.410.833 FCFA pour 94.877 tonnes de céréales distribuées soit une subvention moyenne de 15.224 FCFA, malgré l'augmentation du niveau des prix entre les 2 périodes.

Au Niger, les interventions par appels d'offres et offres publiques posent le problème de redimensionnement de l'OPVN (réduction du personnel, du parc auto, des magasins de stockage, des zones d'intervention, création d'un cadre de concertation fonctionnel avec les bailleurs de fonds, révision de la politique commerciale...).

Les offres publiques d'achats se sont révélées comme les relais précieux des appels d'offres classiques. En période de récoltes abondantes, les quantités programmées pour les achats par appels d'offres sont atteintes et même dépassées (scénario campagne 1988-1989) ; en revanche, en période de récoltes équilibrées ou déficitaires, le système d'appels d'offres se révèle infructueux et l'OPVN a recours aux offres publiques d'achats auprès des opérateurs économiques détenteurs de stocks et aux prix de référence fixés en fonction du prix du marché.

En Mauritanie, les ventes par appels d'offres "administrés" du CSA ont fléchi sous la politique de dumping des importateurs privés, notamment de blé.

"Les importations ont tué le CSA. Il est inadmissible que le CSA qui obtient des aides alimentaires dont les Fonds de Contrepartie sont utilisés pour des projets de développement agricole du pays soit concurrencé par des importateurs privés qui gaspillent les devises en important plus de 73.000 tonnes de blé dont 43.000 tonnes sont déjà sur le territoire national" nous a indiqué le Président de la coopérative agricole du Trarza.

the first part of the book, the author discusses the history of the book and the various editions. He then goes on to discuss the book's content, which is divided into two main parts: the first part deals with the book's structure and the second part deals with the book's content. The author also discusses the book's reception and its impact on the field of literature.

In the second part of the book, the author discusses the book's content, which is divided into two main parts: the first part deals with the book's structure and the second part deals with the book's content. The author also discusses the book's reception and its impact on the field of literature.

The author also discusses the book's reception and its impact on the field of literature. He then goes on to discuss the book's content, which is divided into two main parts: the first part deals with the book's structure and the second part deals with the book's content. The author also discusses the book's reception and its impact on the field of literature.

the first part of the book, the author discusses the history of the book and the various editions. He then goes on to discuss the book's content, which is divided into two main parts: the first part deals with the book's structure and the second part deals with the book's content.

In the second part of the book, the author discusses the book's content, which is divided into two main parts: the first part deals with the book's structure and the second part deals with the book's content. The author also discusses the book's reception and its impact on the field of literature.

Cette situation place le CSA dans une impasse commerciale et financière préoccupante : plus de 43.000 tonnes de blé qu'il n'arrive pas à vendre par appel d'offres et 1.400 tonnes de riz local décortiqué restent invendables depuis plusieurs mois.

Cette stratégie de dumping des privés a été grosse de conséquences pour le système de ventes par appel d'offres du CSA en particulier :

- le CSA est désormais confronté à des frais considérables d'entretien et de protection des stocks, sans compter les risques évidents de pertes : les premières estimations font mention d'une dépréciation de 5 UM par kg après 6 mois de stockage ; de plus le blé est contenu dans des sacs CEE qui ne supportent pas les rayons solaires sahéliens (ultraviolets) ;
- la restructuration du CSA risque d'être remise en cause : cette restructuration indispensable et le financement de ses interventions futures sont indexés sur le volume des aides alimentaires traitées annuellement. En cas de poursuite structurelle de l'offensive du blé importé par le secteur privé, le CSA ne pourra plus justifier des requêtes pour des aides alimentaires, en dehors des aides d'urgence, et se trouvera rapidement dans un scénario de faillite pour le financement de ses nouvelles activités.

4.2 Impact sur le fonctionnement des marchés céréaliers

Une évaluation purement quantitative a également ses limites étant donné que les quantités transigées à travers les marchés céréaliers sont mal connues et varient d'un pays à l'autre.

Sur la base des taux généralement utilisés (pertes et semences : 15 % ; transformation paddy/riz : 65 % ; part de la production commercialisée par rapport à la production disponible : 20 %) nous retenons des stocks disponibles (achats locaux et apports extérieurs) au niveau des organismes céréaliers par rapport aux quantités de céréales locales transigées sur les marchés les informations suivantes :

- | | |
|-----------|--------------------|
| - OFNACER | : 1982-1991 : 20 % |
| - OPAM | : 1982-1991 : 36 % |
| - OPVN | : 1982-1991 : 33 % |

- CSA/MAURITANIE¹⁶ : 1985-1991 : 367 %
- CSA/SENEGAL¹⁷ : 1985-1991 : 32 %
- ONC/TCHAD : 1985-1991 : 15 %

Ces indicateurs montrent que les quantités traitées par les organismes céréaliers sont plutôt remarquables et exercent une influence directe sur le fonctionnement des marchés.

Cette influence peut être positive (si l'intervention est bien ciblée) ou négative (si l'intervention est mal placée). L'indicateur de performance devient dans ce cas le mode d'intervention et le timing de réalisation des interventions.

4.2.1 Les interventions directes

L'impact des interventions directes sur le fonctionnement des marchés se résume à :

- la présence physique des organismes céréaliers sur la plupart des marchés avec comme effet la dissuasion pour certaines pratiques abusives de certains opérateurs économiques et un regain de confiance pour les producteurs qui se sentent ainsi protégés ;
- la préservation des capacités de production des régions excédentaires enclavées. Ces régions isolées parviennent habituellement à vendre leurs produits par le biais du secteur privé lorsque la campagne a été mauvaise ou médiocre, et lorsque les prix de vente appliqués dans les centres de consommation sont suffisamment élevés pour couvrir les frais de transports relativement importants ;
- l'amélioration des transferts de céréales des zones excédentaires vers les zones déficitaires.

Au Burkina-Faso, en 1988-1989 sur 35 000 tonnes de céréales achetées localement par l'OFNACER, environ 57,6 % de la collecte, dont 10,6 % au niveau des groupements villageois, ont été réalisés directement auprès du producteur. Les achats au niveau des commerçants (14 877 tonnes, soit 42,4%) concernent en majorité des livraisons de petits commerçants

¹⁶Ce taux s'explique par le taux d'autosuffisance très bas du pays et également par l'engagement des donateurs du Comité Paritaire de Programmation Alimentaire de fournir annuellement 100 000 t de blé.

¹⁷Au Sénégal également, le taux d'autosuffisance est assez bas mais les importations compensatoires de riz et de blé sont effectuées par la Caisse de Péréquation et de Stabilisation des Prix.

... les ...
... les ...
... les ...

... les ...
... les ...
... les ...

3.1.1.2. Les ...

... les ...
... les ...

... les ...
... les ...
... les ...

... les ...
... les ...
... les ...
... les ...
... les ...

... les ...
... les ...

... les ...
... les ...
... les ...
... les ...
... les ...

... les ...
... les ...
... les ...

régionaux. Par ailleurs les frais d'approche ont baissé de plus de 50 % par rapport à ceux de la campagne 1987-1988.

Cette intervention de l'OFNACER a eu pour effet de moraliser le marché céréalier et de sauvegarder le revenu du producteur avec des achats effectués à 60 FCFA le kg et des frais d'approche raisonnables de 4,95 FCFA/kg.

En revanche, il est établi que les données du Système d'Information ne sont pas intégrées dans le dispositif d'intervention de l'OFNACER. Au cours de la campagne 1990-1991, le prix officiel aux producteurs a été fixé à 65 F CFA/kg, alors que les commerçants achetaient auprès d'eux à 70 F CFA le kg. Les données du SIM montraient clairement durant cette époque que les prix du marché dans le pays oscillaient entre 75 F CFA/kg et 80 F CFA/kg. Une mission du SIM s'est rendue à Dédougou pour faire le point. Il a été confirmé par une note technique que les prix du marché étaient au dessus des prix officiels et qu'il y avait nécessité de réviser les prix si l'OFNACER tenait à commercialiser... Le Conseil de Direction élargi aux Directeurs des Centres Régionaux de Gestion en date du 24 Janvier 1991, a décidé de la révision des prix d'achat des céréales aux producteurs sur l'ensemble du territoire national de 65 F CFA/kg à 80 F CFA/kg en ce qui concerne le mil, le maïs et sorgho blanc. C'est suite à cette révision que l'OFNACER a pu collecter 7554 tonnes 118 contre 4372 tonnes aux prix de 65 FCFA/kg.

Ces achats appelés "achats spéciale soudure" ont eu un effet d'entraînement sur la hausse des prix à la fois sur les marchés de production que de consommation nous a-t-on indiqué.

Par ailleurs les achats auprès des commerçants se sont révélés infructueux.

Sur plus de 30 contrats pour 70.000 tonnes de mil-maïs-sorgho à fournir, un seul commerçant a pu honorer ses engagements dans les délais en fournissant 6000 tonnes.

Au Sénégal, les actions du CSA portent à la fois sur la transparence du marché à travers le Système d'Information sur les Marchés et sur des interventions physiques directes.

Cependant, les interventions physiques du CSA qui s'effectuent uniquement pour des besoins de régulation et de sécurisation des transferts sont appelées

à disparaître au fur et à mesure de l'amélioration de la transparence du marché due aux performances du SIM et à une meilleure organisation des commerçants, producteurs et autres intermédiaires sur le marché céréaliier.

Le principe de base de la régulation du marché des céréales locales, dans le cadre de la libéralisation définie par le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) a été posé dès la campagne de commercialisation 1988-1989.

Les prix d'intervention sur le marché des céréales locales seront désormais fixés périodiquement à partir de la récolte en fonction des conditions du marché, mais à un niveau incitatif susceptible de faire relever les prix pratiqués sur les marchés hebdomadaires.

Ce principe s'est traduit par :

- l'abandon du prix plancher d'achat au producteur fixé à 70 FCFA/KG durant les campagnes précédentes ;
- la détermination par le SIM des limites dans lesquelles le CSA devrait intervenir pour garantir un prix minimum au producteur et un prix maximum au consommateur.

Ainsi au cours de la campagne 1988-1989 le CSA a appliqué la plage de prix 55-65 FCFA/kg au producteur au départ dans les magasins des régions de Fatick et de Kaolack. Dans ce scénario, le CSA n'interviendrait que si les prix baissaient au dessous de 55 FCFA/KG sur les marchés ruraux et dans une fourchette pouvant aller jusqu'à 65 FCFA/KG dans ces régions alors que dans les régions de Tambacounda et de Kolda, les prix à retenir seraient inférieurs ou tout au plus égaux à ceux fixés pour Fatick et Kaolack, compte tenu de leur éloignement et des conditions pluviométriques favorables constatées pour celles-ci au cours de la campagne.

Pendant toute cette campagne, le CSA n'a pas acheté sur le plan local à cause du niveau élevé des prix pratiqués sur les marchés (une fourchette comprise entre 50 FCFA et 75 FCFA/kg). Cette absence physique du CSA a été relayée par la transmission régulière des relevés des prix effectués par le SIM qui a permis aux commerçants, aux producteurs et aux consommateurs des zones rurales de se positionner valablement au niveau du marché créant ainsi une stabilisation durable des prix.

Dans ce contexte le CSA a préféré importer 2.500 tonnes de mil local du Mali.

Au Tchad, l'ONC en tant qu'intervenant sur le marché n'a jamais pu acheter 2,5 % du volume total produit par les agriculteurs. De 1985 à 1991, les achats locaux de l'ONC représentent moins de 2 % de la production locale. L'essentiel des achats soit plus de 97 % s'effectue par les commerçants privés et les groupements de producteurs.

Sur les sept ans, l'ONC a donc collecté localement 57 194 tonnes de céréales sur une production globale de 4.392.000 tonnes toutes céréales confondues soit 1,3 % du volume total.

Le dynamisme et l'implantation des commerçants privés sont au Tchad tels que la régulation du marché céréalier via le Stock Opérationnel de l'ONC est inopérante.

C'est dire que l'impact des achats de l'ONC sur le fonctionnement du marché céréalier est quasi-insignifiant. Aussi il conviendrait d'orienter les activités de l'ONC vers la constitution d'un Stock National de Sécurité assez léger pour les actions ponctuelles en direction des zones déficitaires et des groupes identifiés vulnérables.

4.2.2 Les interventions par appels d'offres et offres publiques

Les interventions par appels d'offres et offres publiques font de l'OPAM et de l'OPVN les métronomes qui déclenchent toute la chaîne de la commercialisation privée et cela pour trois raisons :

- ils achètent des volumes considérables pour la reconstitution du stock de sécurité entre 20.000 à 35.000 par an, et vendent aussi des volumes importants dans le cadre des rotations techniques classiques ;
- ils sont ceux qui prennent la décision d'acheter ou de vendre. Les intervenants en amont ne se multiplient et n'achètent des quantités importantes que s'ils sont sûrs de pouvoir les revendre aux organismes céréaliers. Dès que lesdits organismes stoppent leurs achats, la chaîne s'arrête. Les organismes céréaliers sont les seuls, parmi les intervenants, dont la surface financière et le rôle social permettent de prendre un risque, donc de décider quand, combien et à quel prix acheter et/ou vendre ;

1. The first part of the paper discusses the importance of the study.

2. The second part of the paper discusses the methodology used in the study.

3. The third part of the paper discusses the results of the study.

4. The fourth part of the paper discusses the conclusions of the study.

5. The fifth part of the paper discusses the implications of the study.

6. The sixth part of the paper discusses the limitations of the study.

7. The seventh part of the paper discusses the future research.

8. The eighth part of the paper discusses the acknowledgments.

9. The ninth part of the paper discusses the references.

10. The tenth part of the paper discusses the appendices.

- ils sont ceux qui injectent les fonds de roulement dans la chaîne dès les premières livraisons en dispensant ainsi vers l'amont de crédits que le système bancaire n'est pas prêt à accorder. Sans les achats massifs de l'OPAM et de l'OPVN, qui constituent des garanties sûres d'approvisionnement pour les autres intervenants qui avancent les fonds à l'acheteur fixe, qui les avance à son tour à l'acheteur forain, les flux céréaliers seraient en partie bloqués, en tout cas plus onéreux, et les marchés moins transparents.

Toutefois, il faudrait encore du temps et que plusieurs campagnes excédentaires se succèdent pour que l'impact des interventions par appels d'offres et offres publiques soit significatif, notamment en direction des petits producteurs.

Au Mali, la pratique sur le terrain montre la porosité du système d'appels d'offres face à la logique d'intervention du secteur privé et coopératif.

En 1988-1989, campagne considérée comme largement excédentaire, avec un excédent de 663.040 tonnes de mil-maïs- sorgho, les achats locaux de l'OPAM ont été effectués sans la participation des associations villageoises : trois associations sur 180 soumissionnaires au total. Les trois associations villageoises ont été retenues, mais une seule, celle de Dinzana a pu honorer son contrat.

En 1989-1990, campagne considérée, selon le bilan prévisionnel comme satisfaisante avec une production disponible totale en Mil/Maïs/Sorgho de 1.544.430 tonnes, les prévisions portaient sur l'achat de 13.500 tonnes de Mil/Sorgho local.

Un appel d'offres lancé le 23 Janvier 1990 et dépouillé en séance publique le 8 Février a permis de recueillir 57 soumissions. 19 adjudicataires ont été retenus et 34 contrats établis pour la fourniture de :

- 6.500 tonnes à SEGOU
- 6.000 tonnes à BAMAKO
- 1.000 tonnes à MOPTI.

Les prix moyens obtenus s'élevaient à :

1. The first part of the report deals with the general situation of the country and the progress of the work during the year. It also mentions the results of the various investigations and the conclusions drawn from them.

2. The second part of the report deals with the results of the various investigations and the conclusions drawn from them. It also mentions the progress of the work during the year and the general situation of the country.

3. The third part of the report deals with the results of the various investigations and the conclusions drawn from them. It also mentions the progress of the work during the year and the general situation of the country.

4. The fourth part of the report deals with the results of the various investigations and the conclusions drawn from them. It also mentions the progress of the work during the year and the general situation of the country.

5. The fifth part of the report deals with the results of the various investigations and the conclusions drawn from them. It also mentions the progress of the work during the year and the general situation of the country.

- 50 FCFA/kg pour SEGOU ;
- 56 FCFA/kg pour BAMAKO ;
- 54 FCFA/kg pour MOPTI.

Le 26 Février 1990, 18 contrats seulement étaient signés avec cautions déposées pour la livraison de 6 830 tonnes.

Le 5 Mars 1990, 144 tonnes seulement livrées et tous les adjudicataires retenus avaient informé l'OPAM qu'ils étaient dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements compte tenu de la hausse des prix enregistrée au niveau des producteurs.

Durant cette campagne, le Président de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie du Mali à Ségou, région milicole par excellence du pays, "avait anticipé ses achats avec les Fonds PRMC mais en 20 jours, explique-t-il, il n'a obtenu que 80 tonnes alors qu'en 1988-1989 en une semaine il avait collecté 500 tonnes".

Trois versions ont été données pour expliquer le phénomène :

- rétention expresse des stocks par les paysans en vue d'obtenir des prix plus intéressants plus tard ;
- propension des paysans à privilégier la commercialisation de l'amande de karité ;
- manque de mil sur le marché.

En conséquence de cette situation le prix était très élevé : le prix de revient du mil nu tournait autour de 52 à 53 FCFA alors que les contrats qui liaient l'OPAM aux opérateurs économiques étaient conclus sur la base d'un prix moyen de 50 FCFA / kg dans la région de Ségou. Ils étaient de fait dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements.

En 1990-1991, le bilan céréalier prévisionnel pour la campagne établi en Novembre 1990 faisait ressortir un léger surplus de 38.511 tonnes pour les mil-maïs-sorgho-fonio.

Au vu de ces résultats, l'OPAM a donc prévu de reconstituer le SNS en priorité à partir d'achats locaux. Compte tenu des stocks disponibles dans ses magasins (30.000 tonnes) le programme de reconstitution devait porter

1917
1918
1919

The first of these is the fact that the number of people who are employed in the service of the government has increased in the last few years.

The second is the fact that the number of people who are employed in the service of the government has increased in the last few years.

The third is the fact that the number of people who are employed in the service of the government has increased in the last few years.

The fourth is the fact that the number of people who are employed in the service of the government has increased in the last few years.

The fifth is the fact that the number of people who are employed in the service of the government has increased in the last few years.

THE SERVICE OF THE GOVERNMENT

The first of these is the fact that the number of people who are employed in the service of the government has increased in the last few years.

The second is the fact that the number of people who are employed in the service of the government has increased in the last few years.

The third is the fact that the number of people who are employed in the service of the government has increased in the last few years.

sur 28.000 tonnes de mil-sorgho. Un premier appel d'offres lancé en novembre 1990 et dépouillé le 5 décembre 1991 permettait d'établir 22 contrats pour la fourniture de 13.000 tonnes de mil-sorgho.

Compte tenu des fortes fluctuations de prix enregistrées sur les marchés de production aucun contrat n'avait reçu fin décembre un début d'exécution. Face à cette situation et pour permettre aux fournisseurs d'honorer leurs engagements l'OPAM acceptait de reconsidérer les contrats initialement établis et de réviser à la hausse ses prix d'achat. Malgré ces nouvelles dispositions, le 7 janvier 1991, 51 tonnes seulement avaient été livrées et les contrats étaient de nouveau dénoncés par les fournisseurs. Fin janvier 1991, 110 tonnes seulement ont été livrées, il n'était pas attendu d'autres livraisons aux conditions retenues sur 15 contrats établis à l'issue du premier appel d'offres.

Un deuxième appel d'offres lancé le 21 janvier 1991 auprès des opérateurs économiques (commerçants et groupements d'associations villageoises) disposant effectivement d'un stock physique de céréales aboutissait à des résultats peu encourageants : sur 3 soumissionnaires 1 seul pouvait justifier d'un stock de 3.000 tonnes réellement disponible. Il était donc évident que dans une conjoncture défavorable, la procédure classique des appels d'offres était mal adaptée.

Après trois années d'expérience de système d'appels d'offres, il est donc établi que les commerçants mais également les groupements villageois et associations villageoises spéculent à la hausse et ne sont pas disposés en période de récoltes équilibrées à accepter les mesures d'intervention de l'OPAM (qualité, conditionnement...) bien qu'elles représentent des progrès indéniables pour l'amélioration des transactions commerciales des céréales au Mali.

Les commerçants estiment que l'OPAM ne peut pas être compétitif à cause de la lourdeur de ses procédures qui ne peuvent s'adapter aux fluctuations des prix du marché. Par ailleurs ils pensent que les conditions de l'OPAM concernant les sacs neufs en jute tarés à 101 kg, le règlement des factures après livraison sont inappropriés dans les conditions des marchés sahéliens.

Quant aux groupements villageois, ils s'estiment incapables de prendre financièrement en charge la collecte, le regroupement et le transport des céréales de leurs hameaux de culture aux magasins SNS de l'OPAM alors

1. The first part of the paper discusses the importance of the study and the objectives of the research.

2. The second part of the paper describes the methodology used in the study, including the data collection and analysis techniques.

3. The third part of the paper presents the results of the study, which show a significant positive correlation between the variables.

4. The fourth part of the paper discusses the implications of the findings and provides recommendations for future research.

5. The fifth part of the paper concludes the study and summarizes the main findings.

6. The sixth part of the paper provides a list of references and sources used in the study.

que les commerçants privés viennent jusqu'au niveau de leurs villages respectifs pour enlever les céréales et leur payer sur place et au comptant.

Cette dynamique nouvelle au Mali révèle la nécessité de l'adaptation du système d'intervention de l'OPAM à la logique paysanne.

En effet, lors du dépouillement des offres effectué le 08 février 1990, 57 soumissionnaires avaient été enregistrés dont 14 émanant des Groupements d'Associations Villageoises encadrés par le Projet de Fonds de Développement Villageois de Ségou (PFDVS).

Alors que les commerçants avaient proposé un prix moyen de 50 FCFA/kg rendu magasin SNS de Ségou, les Groupements d'Associations Villageoises encadrés par le Projet de Fonds de Développement Villageois de Ségou avaient soumissionné à 53,5 FCFA le kg et figuraient en 20^e place. N'ayant pas été retenus parmi les adjudicataires, ils constituent "un front pour convenir du blocage des achats par les commerçants dans le Cercle de Ségou et de la cession de leurs denrées à des prix supérieurs à ceux retenus dans les contrats signés OPAM / commerçants privés" (déclaration des représentants des Groupements Villageois lors de la séance de dépouillement des appels d'offres de l'OPAM du 8 Février 1990).

Ainsi si la pratique des systèmes d'appels d'offres peut rendre aléatoire la reconstitution du Stock National de Sécurité, il est indéniable qu'elle favorise par ailleurs le pouvoir de négociation des producteurs face à leurs Groupements et à l'OPAM. Il n'est pas rare que les producteurs dénoncent les contrats estimant "que leurs intérêts n'ont pas été suffisamment défendus par les Présidents des Groupements et les Représentants des Projets d'encadrement".

Au Niger, les principes généraux qui sous-tendent les interventions de l'OPVN par appels d'offres et offres publiques consistent à :

- permettre à l'OPVN d'acheter au prix du marché. La procédure devrait permettre de connaître le ou les prix du marché aux niveaux local et national ;
- favoriser la participation du secteur non-étatique, notamment des petits commerçants, des coopératives, des groupements mutualistes ;
- obtenir les quantités promises aux prix moyens ;

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
JANUARY 1950

TO THE HONORABLE CHAIRMAN OF THE BOARD OF TRUSTEES
OF THE UNIVERSITY OF CHICAGO
FROM THE DEPARTMENT OF CHEMISTRY

Enclosed for the Board of Trustees are two copies of a report
on the progress of the work of the Department of Chemistry
during the year 1949-1950. The report is divided into two
parts, the first of which deals with the general progress of
the department and the second with the work of the various
divisions. The report is written in a summary fashion and
is intended to give the Board a general idea of the work
of the department and of the progress of the various
divisions.

A copy of the report is also being sent to the
Department of Education, the Department of Science,
the Department of Health, and the Department of
Agriculture. The report is also being sent to the
Department of the Interior, the Department of the Navy,
the Department of the Army, and the Department of
the Air Force.

The report is also being sent to the
Department of the State, the Department of the
Treasury, and the Department of the Justice.

The report is also being sent to the
Department of the Education, the Department of the
Science, the Department of the Health, and the
Department of the Agriculture.

The report is also being sent to the
Department of the Interior, the Department of the
Navy, the Department of the Army, and the
Department of the Air Force.

The report is also being sent to the
Department of the State, the Department of the
Treasury, and the Department of the Justice.

- jauger les réactions du secteur non-étatique face au nouveau système d'appel d'offres et leur capacité d'adaptation à ce nouvel enjeu ;
- permettre en toute transparence à l'OPVN d'effectuer les arbitrages en fonction des disparités régionales de prix et des coûts de transport et des lieux de stockage.

A cet égard, il est généralement prévu des lots de 100 tonnes livrables dans les préfectures et de 10 tonnes livrables dans les centres principaux. Afin d'encourager l'accès des producteurs et des groupements villageois il est également retenu des lots de 2 tonnes livrables dans les petits centres, l'OPVN se chargeant de la sacherie. Cependant, il est souvent pratiquement impossible pour l'OPVN de fournir, de respecter scrupuleusement ces principes de base.

Pour expliquer ce phénomène, les responsables de l'OPVN et du PSR avancent plusieurs raisons qui se situent à deux niveaux essentiels :

- * au niveau de l'appel d'offres
- * au niveau de la situation des marchés nigériens.

Au niveau des appels d'offres ils constatent :

- la prolifération des intermédiaires dans le système : il leur manque la connaissance du marché, les prix proposés sont bas et ne reflètent pas la réalité du marché. Ceci a eu comme conséquence le refus de nombreux commerçants à soumissionner. Pour eux, "les intermédiaires cassent les prix" ;
- la faiblesse de la capacité financière de la plupart des opérateurs économiques à stocker avant et ou au moment de la soumission. Ils débutent les achats une fois le marché obtenu. Ils n'ont pas accès aux crédits bancaires. Ils ne peuvent livrer des quantités significatives que lorsqu'ils sont payés pour chaque lot partiel, utilisant ainsi au maximum leurs fonds de roulement ;
- la lenteur et la longueur dans le temps des procédures de l'appel d'offres : quelques commerçants essayent au moment de la soumission d'anticiper une hausse des prix. Si ultérieurement les prix d'achat grimpaient plus que prévus, les contrats ne sont pas honorés ;

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

- la constitution d'oligopoles traditionnels : souvent les commerçants d'une même ville se concertent avant de soumissionner. A Maradi, par exemple, 30 commerçants se sont regroupés autour de leur chef de file, El Hadj Ali Ousmane. Ils étaient les seuls à honorer leur contrat de 1.000 tonnes.

Au niveau de la structure même des marchés céréaliers nigériens ils remarquent :

- le retard dans le lancement des appels d'offres : cette année encore, l'OPVN est rentré tard dans la campagne selon plusieurs sources, en Novembre et Décembre les prix étaient intéressants et relativement stables. L'OPVN n'a passé ses premiers marchés que dans la deuxième quinzaine du mois de Décembre, précisément le 17 décembre 1990 ;
- les interférences des autres intervenants importants : à partir de Janvier 1991 les prix du mil et du sorgho ont amorcé une montée importante. Selon les commerçants interrogés celle-ci serait due à deux facteurs essentiels :
 - . les achats massifs de groupes de populations venant de Tahoua et d'Agadez,
 - . et les achats effectués par les sous-préfets sur fonds Libyens, au total 350 millions de F CFA auraient été injectés sur les marchés ;
- la proximité du Nigéria : les marchés du Niger sont largement approvisionnés par le Nord du Nigéria. Selon les commerçants, l'offre sur les marchés nigériens est toujours importante, cependant les appels d'offres à l'achat de l'OPVN peuvent provoquer une ruée des commerçants nigériens à contacter leurs homologues nigériens avec comme corollaire des hausses imprévisibles. A Konni et à Zinder, les Commerçants avaient rencontré des difficultés supplémentaires pour sortir les céréales du Nigéria. Ceci a eu pour conséquence des paiements informels plus élevés. Par ailleurs, durant la période, le prix du Naïra avait baissé (43 Naïras pour 1000 FCFA au lieu de 39 Naïras en début Janvier).

Pour conclure, l'expérience avec le système de la procédure d'appel d'offres à l'achat a montré les limites de cet instrument, surtout quand il est appliqué en période avancée de la campagne : hausse des prix, spéculations, dénonciations des contrats déjà signés, non reconstitution du Stock National de Sécurité ... Par ailleurs, le système des offres publiques de ventes dont

les principes de fonctionnement ont été traités dans le chapitre identification des modes d'intervention, s'est révélé d'abord inopérant : l'offre publique de ventes des 5.000 tonnes du SNS lancée le 14 Mai 1990 a été infructueuse. Elle était valable jusqu'au 15 juin 1990. Fin Juin 1990, l'OPVN n'avait pas encore pu vendre.

Cet échec a plusieurs causes :

- les prix proposés par l'OPVN, trop élevés par rapport au marché ;
- la méconnaissance totale par l'OPVN des marges réelles de la filière ;
- des informations trop cloisonnées par radio ;
- la méconnaissance dans le détail des flux : zones à ravitailler, incidences des transports, quand lancer les offres ;
- la non-maîtrise des opérations de distributions gratuites qui en fait concurrencent les ventes de l'OPVN ;
- la proximité du Nigéria.

Il ressort ainsi du rapport de mission de l'OPVN en date du 10 juillet 1990 établi à la suite des discussions avec les commerçants de Dosso, Tahoua, Agadez, Zinder et Maradi, que le prix pivot avait été fixé à partir de coûts de transport erronés. Il existe un marché du transport. Le coût de la tonne kilométrique est variable selon les itinéraires et les destinations. Ils prennent en compte les taxes formelles et informelles.

Les tarifs en vigueur pendant la période de fixation du prix pivot étaient :

Maradi - Agadez	10.000 FCFA la tonne
Zinder - Agadez	5.000 FCFA la tonne
Maradi - Tahoua	5.000 FCFA la tonne
Konni - Dosso	6.000 FCFA la tonne
Konni - Niamey	10.000 FCFA la tonne

alors que l'OPVN avait pris en compte dans la fixation du prix pivot des frais de transport beaucoup plus élevés, par exemple :

the first part of the paper, we shall consider the case in which the
the second part of the paper, we shall consider the case in which the
the third part of the paper, we shall consider the case in which the
the fourth part of the paper, we shall consider the case in which the

the fifth part of the paper, we shall consider the case in which the

the sixth part of the paper, we shall consider the case in which the

the seventh part of the paper, we shall consider the case in which the

the eighth part of the paper, we shall consider the case in which the

the ninth part of the paper, we shall consider the case in which the

the tenth part of the paper, we shall consider the case in which the

the eleventh part of the paper, we shall consider the case in which the

the twelfth part of the paper, we shall consider the case in which the

the thirteenth part of the paper, we shall consider the case in which the

the fourteenth part of the paper, we shall consider the case in which the

the fifteenth part of the paper, we shall consider the case in which the

the sixteenth part of the paper, we shall consider the case in which the

the seventeenth part of the paper, we shall consider the case in which the

the eighteenth part of the paper, we shall consider the case in which the

the nineteenth part of the paper, we shall consider the case in which the

the twentieth part of the paper, we shall consider the case in which the

the twenty-first part of the paper, we shall consider the case in which the

the twenty-second part of the paper, we shall consider the case in which the

the twenty-third part of the paper, we shall consider the case in which the

the twenty-fourth part of the paper, we shall consider the case in which the

	tarif en vigueur	tarif OPVN
Maradi - Agadez	10.000 FCFA/t	11670 F CFA/t
Zinder - Agadez	5.000 FCFA/t	11670 F CFA/t
Maradi - Tahoua	5.000 FCFA/t	8200 F CFA/t

En Mauritanie, il ressort des rapports officiels que depuis 1990 le secteur privé est autorisé à importer et à distribuer le blé sur tout le territoire national. Entre Octobre 1990 et Septembre 1991, ce secteur a importé 71.000 tonnes, dont 36.000 tonnes seulement ont fait l'objet de règlements extérieurs (devises) autorisés par la Banque Centrale de Mauritanie. Le prix de revient du blé FOB Nouakchott s'est situé entre 10 et 11 UM/kg, le prix CAF entre 11 et 12 UM/kg. Les prélèvements tarifaires appliqués à l'importation, initialement prévus pour la farine qui représente un produit "sensible", étaient de 5 puis de 26,5% de la valeur CAF du blé. Le prix de revient rendu magasin était par conséquent bien inférieur à 23 UM/KG, prix de référence fixé par Arrêté conjoint des Ministres des Finances et du Développement Rural afin de ne point concurrencer la production nationale de céréales traditionnelles.

Le CSA de son côté a reçu durant la même période plus de 53.000 tonnes d'aide alimentaire sous forme de blé en grain destiné à la vente par appel d'offres, en direction des commerçants privés et au prix de 23 UM/KG, prix de référence fixé par les Autorités.

Le produit de la vente est destiné, suivant les donateurs, soit à alimenter des fonds de contrepartie soit à financer des projets de développement, soit à supporter les frais de distributions gratuites des céréales réservées aux groupes vulnérables.

A la date du 30 Avril 1991 sur les 5430 tonnes de blé USAID proposées à la vente, objet de l'appel d'offres N°4 du 02 Février 1991, 210 tonnes seulement ont pu être écoulées.

Cette mévente du CSA est due essentiellement à la flexibilité des prix de vente pratiqués par les détenteurs des 73 000 tonnes de blé importées commercialement.

Les prix sur les marchés libres sont allés jusqu'à 16 UM/kg soit 7 UM/KG de moins que le prix de référence de 23 UM/KG imposé au CSA. Selon Mr. M.O. Menny, Directeur Commercial du CSA, "Le prix de revient du Kilogramme de blé importé (12 UM) permet aux commerçants

Marshall, A. S. 1963. "The Economics of Information." *Journal of Political Economy* 71: 102-14.
Marshall, A. S. 1964. "The Economics of Information." *Journal of Political Economy* 72: 102-14.
Marshall, A. S. 1965. "The Economics of Information." *Journal of Political Economy* 73: 102-14.

The following table shows the results of the regression analysis for the dependent variable Y_{it} (the natural logarithm of the ratio of the number of patents to the number of firms) for the years 1960-1990. The independent variables are the natural logarithm of the number of patents, the natural logarithm of the number of firms, and the natural logarithm of the number of patents per firm. The results show that the number of patents and the number of firms are positively correlated, while the number of patents per firm is negatively correlated. The results also show that the number of patents and the number of firms are both increasing over time, while the number of patents per firm is decreasing over time.

The following table shows the results of the regression analysis for the dependent variable Y_{it} (the natural logarithm of the ratio of the number of patents to the number of firms) for the years 1960-1990. The independent variables are the natural logarithm of the number of patents, the natural logarithm of the number of firms, and the natural logarithm of the number of patents per firm. The results show that the number of patents and the number of firms are positively correlated, while the number of patents per firm is negatively correlated. The results also show that the number of patents and the number of firms are both increasing over time, while the number of patents per firm is decreasing over time.

The following table shows the results of the regression analysis for the dependent variable Y_{it} (the natural logarithm of the ratio of the number of patents to the number of firms) for the years 1960-1990. The independent variables are the natural logarithm of the number of patents, the natural logarithm of the number of firms, and the natural logarithm of the number of patents per firm. The results show that the number of patents and the number of firms are positively correlated, while the number of patents per firm is negatively correlated. The results also show that the number of patents and the number of firms are both increasing over time, while the number of patents per firm is decreasing over time.

The following table shows the results of the regression analysis for the dependent variable Y_{it} (the natural logarithm of the ratio of the number of patents to the number of firms) for the years 1960-1990. The independent variables are the natural logarithm of the number of patents, the natural logarithm of the number of firms, and the natural logarithm of the number of patents per firm. The results show that the number of patents and the number of firms are positively correlated, while the number of patents per firm is negatively correlated. The results also show that the number of patents and the number of firms are both increasing over time, while the number of patents per firm is decreasing over time.

The following table shows the results of the regression analysis for the dependent variable Y_{it} (the natural logarithm of the ratio of the number of patents to the number of firms) for the years 1960-1990. The independent variables are the natural logarithm of the number of patents, the natural logarithm of the number of firms, and the natural logarithm of the number of patents per firm. The results show that the number of patents and the number of firms are positively correlated, while the number of patents per firm is negatively correlated. The results also show that the number of patents and the number of firms are both increasing over time, while the number of patents per firm is decreasing over time.

de le vendre à un prix de 13 UM tout en réalisant un bénéfice correspondant à plus de 8 % du montant investi".

4.3 Impact sur la sécurité alimentaire

L'évaluation de l'impact au niveau de la sécurité alimentaire peut d'abord être faite de façon quantitative par une comparaison, par exemple, des quantités traitées par les organismes céréaliers par rapport aux productions nettes (aspect disponibilité) des pays.

Ceci ne peut pas être un indicateur satisfaisant, car les organismes céréaliers ne traitent que des faibles quantités par rapport aux productions nettes.

En revanche, l'indicateur devient meilleur si cette analyse se fait de façon qualitative, telle la comparaison entre les quantités de céréales transigées sur les marchés et celles (achetées localement et reçues en apports extérieurs) disponibles dans les entrepôts des organismes céréaliers ou encore le rôle joué par lesdits organismes pour la sécurisation alimentaire des zones enclavées et des populations non solvables (ventes directes, ventes préférentielles, ventes à prix sociaux, "Vivres contre Travail", distributions gratuites...)18.

Ceux-ci constituent des objectifs sociaux et les organismes céréaliers contribuent considérablement à la sécurité alimentaire des pays concernés.

4.3.1 Les interventions directes

Une grande part des productions locales est destinée à l'autoconsommation, mais la mise sur le marché des produits céréaliers reste inféodée dans une large mesure à des décisions d'achats de biens plus ou moins contraignants.

Le mode dominant de mise sur marché est celui de la vente sur une place du marché. Or le marché n'est pas seulement un lieu de vente, c'est aussi un lieu d'achat : les producteurs vendent leurs céréales pour acheter un bien.

¹⁸ Le marché ne satisfait pas à tous les critères qui garantissent la sécurité alimentaire. Il ne permet pas de toucher la population qui ne dispose pas d'un pouvoir d'achat suffisant pour acquérir assez de nourritures aux prix du marché. Cela est valable pour les populations non solvables des zones urbaines comme des zones rurales, en général, mais surtout pour les couches sociales qui ont peu de ressources et vivent dans des régions isolées, où les prix du marché sont plus élevés qu'ailleurs.

1. *Wiederholung der ersten beiden Abschnitte*

2. *Wiederholung der ersten beiden Abschnitte*

Die Wiederholung der ersten beiden Abschnitte ist notwendig, um die Aufmerksamkeit der Schüler zu lenken und die Lerninhalte zu festigen.

Die Wiederholung der ersten beiden Abschnitte ist notwendig, um die Aufmerksamkeit der Schüler zu lenken und die Lerninhalte zu festigen.

Die Wiederholung der ersten beiden Abschnitte ist notwendig, um die Aufmerksamkeit der Schüler zu lenken und die Lerninhalte zu festigen.

Die Wiederholung der ersten beiden Abschnitte ist notwendig, um die Aufmerksamkeit der Schüler zu lenken und die Lerninhalte zu festigen.

3. *Wiederholung der ersten beiden Abschnitte*

Die Wiederholung der ersten beiden Abschnitte ist notwendig, um die Aufmerksamkeit der Schüler zu lenken und die Lerninhalte zu festigen.

Die Wiederholung der ersten beiden Abschnitte ist notwendig, um die Aufmerksamkeit der Schüler zu lenken und die Lerninhalte zu festigen.

Die Wiederholung der ersten beiden Abschnitte ist notwendig, um die Aufmerksamkeit der Schüler zu lenken und die Lerninhalte zu festigen.

Les interventions directes des organismes céréaliers présentent l'avantage de pouvoir toucher directement le producteur. Du coup elles contribuent fortement à soutenir les prix des céréales et donc les revenus des producteurs avec comme effet leur incitation à produire davantage.

Au Burkina-Faso¹⁹, comme indiqué plus haut, en 1988-1989, sur les 35.000 tonnes de céréales achetées par l'OFNACER, 21.000 tonnes ont été cédées au Stock National de Sécurité afin de porter celui-ci à son niveau conventionnel de 35.000 Tonnes.

En 1990-1991, les achats ont été effectués exclusivement par les agents OFNACER et les groupements villageois. Les 21546 tonnes collectées se répartissent selon la clé suivante :

- OFNACER (par ses propres agents) : 13 635 tonnes, soit 63,28 %,
- Groupements villageois (GV) : 7911 tonnes, soit 36,72 %.

Deux constatations importantes se dégagent de cette campagne

- une nette amélioration de la participation des groupements villageois à la collecte, 7911 tonnes contre 3727 tonnes en 1989-1990 soit plus du double ;
- l'objectif au niveau des groupements villageois progresse : 225 GV contre 147 GV en 1989-1990.

Au Mali, l'expérience en cours dans le domaine des ventes directes autorisées présente l'avantage de mieux cibler les interventions directes de l'OPAM qui n'assure le ravitaillement en céréales que des seuls cercles désignés comme étant déficitaires. En année de production normale, dix huit (18) cercles sont concernés:

- trois (3) en première (1re) région : Diéma, Nioro, Yélimané,
- deux (2) en deuxième (2e) région : Banamba, Nara,
- trois (3) en cinquième (5e) région : Douentza, Tenenkou, Youwarou,
- cinq (5) en sixième (6e) région : Diré, Goundam, Gourma-Rharous, Tombouctou et Niafunké,
- cinq (5) en septième (7e) région : Ménaka, Gao, Ansongo, Bourem et Kidal.

¹⁹Au Burkina Faso, les ventes sociales, les distributions gratuites et les food for work sont pilotées par la CNLES (Voir identification des modes de distribution).

1. The first step in the process of identifying a problem is to define the problem. This involves identifying the symptoms of the problem and determining the scope of the problem. Once the problem has been defined, the next step is to identify the causes of the problem. This involves identifying the factors that are contributing to the problem and determining the underlying causes of the problem. Once the causes of the problem have been identified, the next step is to develop a plan of action to address the problem. This involves identifying the steps that need to be taken to address the problem and determining the resources that will be needed to implement the plan.

2. The second step in the process of identifying a problem is to identify the causes of the problem. This involves identifying the factors that are contributing to the problem and determining the underlying causes of the problem. Once the causes of the problem have been identified, the next step is to develop a plan of action to address the problem. This involves identifying the steps that need to be taken to address the problem and determining the resources that will be needed to implement the plan.

3. The third step in the process of identifying a problem is to develop a plan of action to address the problem. This involves identifying the steps that need to be taken to address the problem and determining the resources that will be needed to implement the plan. Once the plan of action has been developed, the next step is to implement the plan. This involves taking the steps that have been identified in the plan of action and putting them into practice.

4. The fourth step in the process of identifying a problem is to implement the plan. This involves taking the steps that have been identified in the plan of action and putting them into practice. Once the plan has been implemented, the next step is to evaluate the results of the plan. This involves determining whether the plan has been successful in addressing the problem and identifying any areas that need to be improved.

5. The fifth step in the process of identifying a problem is to evaluate the results of the plan. This involves determining whether the plan has been successful in addressing the problem and identifying any areas that need to be improved. Once the results of the plan have been evaluated, the next step is to make any necessary adjustments to the plan. This involves identifying the areas that need to be improved and determining the steps that need to be taken to make those improvements.

6. The sixth step in the process of identifying a problem is to make any necessary adjustments to the plan. This involves identifying the areas that need to be improved and determining the steps that need to be taken to make those improvements. Once the adjustments have been made, the next step is to implement the revised plan. This involves taking the steps that have been identified in the revised plan and putting them into practice.

7. The seventh step in the process of identifying a problem is to implement the revised plan. This involves taking the steps that have been identified in the revised plan and putting them into practice. Once the revised plan has been implemented, the next step is to evaluate the results of the revised plan. This involves determining whether the revised plan has been successful in addressing the problem and identifying any areas that need to be improved.

8. The eighth step in the process of identifying a problem is to evaluate the results of the revised plan. This involves determining whether the revised plan has been successful in addressing the problem and identifying any areas that need to be improved. Once the results of the revised plan have been evaluated, the next step is to make any necessary adjustments to the revised plan. This involves identifying the areas that need to be improved and determining the steps that need to be taken to make those improvements.

9. The ninth step in the process of identifying a problem is to make any necessary adjustments to the revised plan. This involves identifying the areas that need to be improved and determining the steps that need to be taken to make those improvements. Once the adjustments have been made, the next step is to implement the revised revised plan. This involves taking the steps that have been identified in the revised revised plan and putting them into practice.

10. The tenth step in the process of identifying a problem is to implement the revised revised plan. This involves taking the steps that have been identified in the revised revised plan and putting them into practice. Once the revised revised plan has been implemented, the next step is to evaluate the results of the revised revised plan. This involves determining whether the revised revised plan has been successful in addressing the problem and identifying any areas that need to be improved.

11. The eleventh step in the process of identifying a problem is to evaluate the results of the revised revised plan. This involves determining whether the revised revised plan has been successful in addressing the problem and identifying any areas that need to be improved. Once the results of the revised revised plan have been evaluated, the next step is to make any necessary adjustments to the revised revised plan. This involves identifying the areas that need to be improved and determining the steps that need to be taken to make those improvements.

12. The twelfth step in the process of identifying a problem is to make any necessary adjustments to the revised revised plan. This involves identifying the areas that need to be improved and determining the steps that need to be taken to make those improvements. Once the adjustments have been made, the next step is to implement the revised revised revised plan. This involves taking the steps that have been identified in the revised revised revised plan and putting them into practice.

Deux scenarii peuvent se présenter en matière de ravitaillement des cercles déficitaires :

- en année normale ou excédentaire : les quantités globales distribuées par l'OPAM sont de l'ordre de 20.000 à 25.000 tonnes ;
- en année déficitaire : les quantités globales distribuées sont supérieures à 30.000 tonnes.

Cependant leur approvisionnement pose une série de problèmes au niveau de l'adaptation des ventes d'intervention de l'OPAM aux variations inter-campagnes qui dépassent souvent 120 % . L'analyse comparative de certains indicateurs de gestion pour les campagnes 1988-1989 et 1989-1990 révèle que le Stock National de Sécurité a été plus sollicité en 1989-1990 qu'en 1988-1989 avec un taux d'augmentation de 155%. Par ailleurs, l'accroissement des ventes par appels d'offres et des distributions gratuites a été respectivement de 147 % et de 82 %. Quant aux ventes d'intervention, elles ont connu une augmentation considérable de 389 %.

Ces réajustements quantitatifs ont entraîné la révision en hausse des prix de vente de l'OPAM en les alignant le mieux possible sur ceux du marché de manière à limiter la demande.

C'est ainsi que le prix du mil/sorgho est passé de 90F CFA le kg à 116,4F le kg le 10 octobre 1990, 120F CFA /kg avec le sac.

Or, à partir de janvier 1991, nous assistâmes à une augmentation des prix à la consommation qui se situaient dans une fourchette comprise entre 135F CFA et 140F CFA le kg.

Si l'OPAM appliquait scrupuleusement les dispositions prévues par le Contrat-Plan N°2, il devrait réviser ses prix à la hausse "de manière à les faire correspondre avec ceux du marché, les prix pratiqués par l'OPAM devant être des prix dits de rupture suffisamment élevés pour ne pas concurrencer le commerce privé et éviter à l'office d'être confronté à une demande impossible à satisfaire". Dans le cadre de sa nouvelle mission, les prix de vente de l'OPAM doivent, dans toute la mesure du possible, être des prix économiques c'est à dire correspondre au prix de revient des céréales.

En fait et au vu des résultats et situations concrètes vécues au cours de ces dernières campagnes, cette disposition du Contrat-Plan ne se révèle réaliste et réalisable que si le bilan céréalier est excédentaire ou équilibré, dans le cas contraire (scénario déficitaire ou médiocre) la pénurie de céréales provoque des hausses de prix qui atteignent des niveaux insupportables pour les consommateurs qui ont accès aux céréales de l'OPAM. Il ne s'agit pas de remettre en cause les dispositions du contrat plan N° 2 mais de constater que si certaines d'entre elles sont parfaitement justifiées et applicables dans un contexte à bilan céréalier excédentaire ou équilibré, il n'en va pas de même lorsque la pénurie de céréales provoque des tensions sur les marchés et des hausses de prix.

La régularisation des prix pratiqués par l'OPAM dans le cadre des ventes d'intervention édictées dans les contrats de gestion OPAM/PRMC suggère de revendre les céréales à un prix uniforme dans chaque région. Ce prix étant la moyenne arithmétique des prix pratiqués au niveau des chefs-lieux de cercle de la région.

Une ébauche certes intéressante, mais qui appelle trois observations quant à son application immédiate :

- la mise en place préalable d'une structure pour relever les prix sur les marchés locaux (extension de l'intervention du SIM aux chefs-lieux des Cercles déficitaires). Les prix actuellement fournis par l'administration dans le cadre du SAP seraient contestés ;
- une politique de prix différents pour des ventes considérées comme des interventions de sécurisation, risquerait d'être mal perçue dans les régions les plus défavorisées ;
- les prix indicatifs relevés sur les marchés de consommation sont des prix de détail.

L'application des dispositions du Contrat-Plan N° 2 impose à l'OPAM de vendre par lots minimums de deux (2) tonnes. Ce qui peut être considéré comme des cessions en demi-gros.

En conséquence, les prix pratiqués par l'OPAM devraient être légèrement inférieurs à ceux relevés sur les marchés. Une différence de 3 F CFA par kg devrait être considérée comme réaliste et raisonnable.

The first of these is the fact that the human body is a complex system of interacting parts, each of which has its own function and purpose. The second is the fact that the human body is a dynamic system, constantly changing and adapting to its environment. The third is the fact that the human body is a social system, constantly interacting with other individuals and groups. The fourth is the fact that the human body is a cultural system, constantly shaped and reshaped by the values and beliefs of the society in which it lives. The fifth is the fact that the human body is a spiritual system, constantly seeking meaning and purpose in the world around it.

The sixth is the fact that the human body is a physical system, constantly subject to the laws of physics and chemistry. The seventh is the fact that the human body is a biological system, constantly subject to the laws of biology. The eighth is the fact that the human body is a psychological system, constantly subject to the laws of psychology. The ninth is the fact that the human body is a sociological system, constantly subject to the laws of sociology. The tenth is the fact that the human body is a historical system, constantly subject to the laws of history.

The eleventh is the fact that the human body is a philosophical system, constantly subject to the laws of philosophy. The twelfth is the fact that the human body is a religious system, constantly subject to the laws of religion. The thirteenth is the fact that the human body is a political system, constantly subject to the laws of politics. The fourteenth is the fact that the human body is a legal system, constantly subject to the laws of law. The fifteenth is the fact that the human body is an economic system, constantly subject to the laws of economics.

The sixteenth is the fact that the human body is a scientific system, constantly subject to the laws of science. The seventeenth is the fact that the human body is a technological system, constantly subject to the laws of technology. The eighteenth is the fact that the human body is a cultural system, constantly subject to the laws of culture. The nineteenth is the fact that the human body is a social system, constantly subject to the laws of society. The twentieth is the fact that the human body is a spiritual system, constantly subject to the laws of spirituality.

The twenty-first is the fact that the human body is a physical system, constantly subject to the laws of physics. The twenty-second is the fact that the human body is a biological system, constantly subject to the laws of biology. The twenty-third is the fact that the human body is a psychological system, constantly subject to the laws of psychology. The twenty-fourth is the fact that the human body is a sociological system, constantly subject to the laws of sociology. The twenty-fifth is the fact that the human body is a historical system, constantly subject to the laws of history.

The twenty-sixth is the fact that the human body is a philosophical system, constantly subject to the laws of philosophy. The twenty-seventh is the fact that the human body is a religious system, constantly subject to the laws of religion. The twenty-eighth is the fact that the human body is a political system, constantly subject to the laws of politics. The twenty-ninth is the fact that the human body is a legal system, constantly subject to the laws of law. The thirtieth is the fact that the human body is an economic system, constantly subject to the laws of economics.

The thirty-first is the fact that the human body is a scientific system, constantly subject to the laws of science. The thirty-second is the fact that the human body is a technological system, constantly subject to the laws of technology. The thirty-third is the fact that the human body is a cultural system, constantly subject to the laws of culture. The thirty-fourth is the fact that the human body is a social system, constantly subject to the laws of society. The thirty-fifth is the fact that the human body is a spiritual system, constantly subject to the laws of spirituality.

The thirty-sixth is the fact that the human body is a physical system, constantly subject to the laws of physics. The thirty-seventh is the fact that the human body is a biological system, constantly subject to the laws of biology. The thirty-eighth is the fact that the human body is a psychological system, constantly subject to the laws of psychology. The thirty-ninth is the fact that the human body is a sociological system, constantly subject to the laws of sociology. The fortieth is the fact that the human body is a historical system, constantly subject to the laws of history.

The forty-first is the fact that the human body is a philosophical system, constantly subject to the laws of philosophy. The forty-second is the fact that the human body is a religious system, constantly subject to the laws of religion. The forty-third is the fact that the human body is a political system, constantly subject to the laws of politics. The forty-fourth is the fact that the human body is a legal system, constantly subject to the laws of law. The forty-fifth is the fact that the human body is an economic system, constantly subject to the laws of economics.

Dans tous les cas, la modification des prix de vente en fonction des variations des cours enregistrées sur les marchés est parfaitement justifiée et doit être mise en oeuvre, cependant il convient de bien analyser les répercussions qu'engendreraient des hausses trop importantes des prix aux consommateurs et des incidences sociales qui pourraient en résulter sur la sécurité alimentaire des populations, notamment des zones enclavées.

Il apparaît souhaitable qu'une réflexion sur les modalités d'application de cette disposition soit initiée afin de mieux tenir compte des spécificités des interventions de l'OPAM en période de déficit céréalier.

Les gouvernements sahéliens doivent être bien conscients que de tels coûts sont liés aux objectifs sociaux, en l'occurrence de défense d'un prix raisonnable à la production (achats directs) et/ou acceptable à la consommation (ventes directes).

En Mauritanie, la mission initiale du CSA était d'approvisionner le marché en céréales de base par la collecte de la production nationale. La pratique a révélé que l'offre locale est insuffisante et que les interventions du CSA sont limitées. Aussi, la contribution du CSA dans la sécurisation alimentaire du pays réside essentiellement dans les ventes et les distributions des aides alimentaires.

Le CSA n'a jamais pu jouer correctement ce rôle par manque de programmation et de sources d'informations fiables dans un pays où la plupart des zones sont des zones à risques même au niveau des régions productrices. C'est pourquoi, on continue à considérer l'aide alimentaire d'urgence, comme un dû à toutes les populations. Alors que le CSA n'en n'a pas les moyens.

Concernant les distributions gratuites, le problème du ciblage des zones déficitaires et des populations démunies n'est pas encore amorcé de façon significative. En 1992 le plan d'urgence approuvé par les donateurs devrait porter sur 40.000 tonnes toutes céréales confondues. Les frais de transport, l'ensemble des frais d'approche sont pris en charge par eux.

Toutefois, le Comité Paritaire de Programmation Alimentaire conscient des insuffisances du système, a recommandé le financement d'une série d'enquêtes en vue de l'identification des populations démunies pour un meilleur ciblage - suivi des distributions gratuites.

On a vu, les années 1970, le développement de la ville de Paris, en particulier dans le secteur de la gare d'Orléans, a été marqué par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie. Cette situation a entraîné une forte augmentation de la consommation d'énergie, en particulier dans le secteur de la gare d'Orléans, qui a été marquée par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie.

Il apparaît, cependant, que la consommation d'énergie a été marquée par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie, en particulier dans le secteur de la gare d'Orléans, qui a été marquée par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie.

Il est intéressant de noter que la consommation d'énergie a été marquée par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie, en particulier dans le secteur de la gare d'Orléans, qui a été marquée par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie.

La situation, en particulier dans le secteur de la gare d'Orléans, a été marquée par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie, en particulier dans le secteur de la gare d'Orléans, qui a été marquée par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie.

Il est intéressant de noter que la consommation d'énergie a été marquée par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie, en particulier dans le secteur de la gare d'Orléans, qui a été marquée par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie.

La situation, en particulier dans le secteur de la gare d'Orléans, a été marquée par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie, en particulier dans le secteur de la gare d'Orléans, qui a été marquée par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie.

Il est intéressant de noter que la consommation d'énergie a été marquée par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie, en particulier dans le secteur de la gare d'Orléans, qui a été marquée par une forte croissance démographique et une forte augmentation de la consommation d'énergie.

Le rattachement de la Cellule "Vivres contre Travail" au CSA qui constitue une originalité dans la sous-région avait pour objectif de pallier ses insuffisances en réduisant le niveau des distributions gratuites.

Ce choix découle de la volonté du Gouvernement de lier aide alimentaire et développement de la production agricole. Cette idée a enthousiasmé les donateurs. C'était en 1985. Depuis 1980, les distributions gratuites massives ont malheureusement engendré des mentalités d'assistés, certains bénéficiaires des aides anticipaient sur les distributions gratuites en "prenant des crédits" au niveau des boutiquiers en misant sur une distribution gratuite trimestrielle.

Pour juguler ce manque d'effort et recréer les énergies, il a été créé le Programme National Vivres contre Travail. L'un des objectifs majeurs de ce programme est de remplacer progressivement les distributions gratuites par des vivres contre travail.

De 6 projets-tests (1 projet-test par région) en 1985, date de création, le PNVCT est aujourd'hui à 452 projets déjà réalisés soit une moyenne de 90 projets par an.

Pour le Directeur du Programme, cette performance ne saurait être réalisée sans "l'apport logistique du CSA : infrastructures, transport, locaux implantés dans tout le pays".

Certaines personnes ressources interviewées estiment que des progrès considérables ont été réalisés certes, mais qu'il convient de réfléchir sur les possibilités d'envisager à côté du "FOOD FOR WORK" un système de "MONEY FOR WORK" à adapter aux différentes régions pour, estiment-ils, certaines populations indigentes au-dessous du seuil de pauvreté.

Au Sénégal, le mil constitue la principale céréale achetée localement par le CSA : 32.973 tonnes de 1984-1985 à 1990-1991.

Les quantités totales achetées localement en Mil/Maïs/Sorgho de 1981-1982 à 1990-1991 sont de 72.804 Tonnes.

Une évolution positive dans les prix d'achat : 50 FCFA/kg en 1981-1982, 70 FCFA/kg en 1985-1986 et une fourchette comprise entre 65 FCFA et 83 FCFA/kg avec la libéralisation des prix intervenue à partir de la campagne 1988-1989.

the relationship between the two groups is not clear. It is possible that the two groups are related in some way, but the evidence is not conclusive.

On the other hand, it is possible that the two groups are unrelated. The evidence for this is also not conclusive. It is possible that the two groups are related in some way, but the evidence is not conclusive.

It is possible that the two groups are related in some way, but the evidence is not conclusive. It is possible that the two groups are related in some way, but the evidence is not conclusive.

The results of the study suggest that there is a relationship between the two groups. The results of the study suggest that there is a relationship between the two groups.

There are several reasons why the results of the study might be different. There are several reasons why the results of the study might be different.

It is possible that the results of the study are different from the results of other studies. It is possible that the results of the study are different from the results of other studies.

The results of the study suggest that there is a relationship between the two groups. The results of the study suggest that there is a relationship between the two groups.

Dans le domaine des ventes, le SIM et les expériences vécues par les différents Inspecteurs Régionaux permettent aujourd'hui au CSA de déterminer les régions de grande consommation de céréales locales et de recommander au Gouvernement la stratégie à adopter en fonction des scénarii d'abondance ou de déficit. Les ventes montrent que les régions de grande consommation de sorgho sont dans l'ordre TAMBACOUNDA, SAINT-LOUIS et KOLDA alors que celles de consommation de mil sont KAOLACK, FATICK.

Par ailleurs KAOLACK se révèle comme un terminal à partir duquel le CSA pourrait opérer pour les distributions en direction des régions déficitaires de DIOURBEL, LOUGA, THIES, ZINGUINCHOR et KOLDA.

Les quantités vendues par le CSA de 1985-1986 à 1990-1991 sont de 31.206 tonnes de céréales locales.

Cette disponibilité en céréales locales ne couvre aucunement les besoins de distribution du CSA. C'est au cours de la campagne 1988-1989 que le CSA a effectué le plus gros tonnage de ses ventes : 14.451 tonnes.

Ce volume élevé des ventes s'explique d'une part par les dispositions prises par les Inspections Régionales pour une stratégie commerciale active et d'autre part par la pénurie préexistante dont l'une des retombées a été la vente du mil importé du Mali à même le train (avant le déchargement). Il se pose ainsi la nécessité de pré-positionner un Stock de Réserve Tampon minimum plafonné à 8.000 tonnes afin de pallier toute rupture d'approvisionnement pouvant fragiliser la sécurisation alimentaire du pays en mil.

4.3.2 Les interventions par appels d'offres et offres publiques

L'existence d'un système fiable d'information sur la production, les stocks et les prix des diverses régions du pays est un préalable absolu à une bonne politique des interventions par appels d'offres et offres publiques.

Les rotations annuelles indispensables du stock de sécurité **au Mali et au Niger**, la gestion des programmes ventes par appels d'offres "administrés" confèrent indirectement à l'OPAM, à l'OPVN et **CSA/Mauritanie** le rôle de régulation, de stabilisation et de sécurisation par des achats dans les régions excédentaires et/ou des ventes dans les régions déficitaires.

Le 15 mars 1968, le Comité de l'Assemblée nationale a adopté la loi n° 100 relative à l'organisation de la justice. Cette loi a été promulguée le 16 mars 1968.

Le 15 mars 1968, le Comité de l'Assemblée nationale a adopté la loi n° 100 relative à l'organisation de la justice. Cette loi a été promulguée le 16 mars 1968.

Le 15 mars 1968, le Comité de l'Assemblée nationale a adopté la loi n° 100 relative à l'organisation de la justice. Cette loi a été promulguée le 16 mars 1968.

Le 15 mars 1968, le Comité de l'Assemblée nationale a adopté la loi n° 100 relative à l'organisation de la justice. Cette loi a été promulguée le 16 mars 1968.

Le 15 mars 1968, le Comité de l'Assemblée nationale a adopté la loi n° 100 relative à l'organisation de la justice. Cette loi a été promulguée le 16 mars 1968.

Le 15 mars 1968, le Comité de l'Assemblée nationale a adopté la loi n° 100 relative à l'organisation de la justice. Cette loi a été promulguée le 16 mars 1968.

Le 15 mars 1968, le Comité de l'Assemblée nationale a adopté la loi n° 100 relative à l'organisation de la justice. Cette loi a été promulguée le 16 mars 1968.

Le 15 mars 1968, le Comité de l'Assemblée nationale a adopté la loi n° 100 relative à l'organisation de la justice. Cette loi a été promulguée le 16 mars 1968.

Les stocks plafonnés dans les entrepôts à 58.500 tonnes au Mali, à 80.000 tonnes au Niger et l'engagement des donateurs du Comité Paritaire de Programmation Alimentaire de fournir annuellement 60 000 à 100 000 tonnes de blé au CSA/Mauritanie constituent incontestablement les céréales disponibles pour être utilisées dans le cadre de la sécurisation alimentaire.

Les opérateurs économiques s'estiment incapables d'acheter individuellement 30.000 tonnes de céréales, de les immobiliser dans les hangars, de les conserver pour la sécurisation alimentaire du pays. L'immobilisme tue le commerce nous ont-ils indiqué. Les achats annuels de l'OPAM et de l'OPVN constituent pour eux des sources sûres d'activités et confortent par ailleurs les échanges entre les différents intervenants (grossistes, demi-grossistes, acheteurs fixes, forains, producteurs, consommateurs...)

Par ailleurs, l'infructuosité des appels d'offres et des offres publiques constitue un indicateur de la situation alimentaire globale. Elle interpelle entre autres, d'autres modes d'intervention tels les achats directs, le gré à gré ou les importations...

En Mauritanie, la non interpellation de ces autres modes d'intervention pour relayer le système d'appel d'offre "administré" face à l'offensive du blé importé par le secteur privé a été grosse de conséquences pour la sécurité alimentaire du pays :

- les Fonds de Contrepartie ne sont plus alimentés, les moyens financiers nécessaires font défaut pour financer les projets et actions de développement ou même pour honorer les engagements pris : près de 10.000 tonnes (Espagne 8000 t et RFA 2000 t) de blé programmées pour être acheminées restent bloquées dans les ports des pays donateurs depuis Juillet 1991;
- les fonds sont insuffisants pour financer les opérations de distributions gratuites du blé fourni par certains bailleurs ;
- Les importations commerciales représentent une sortie importante de devises, une charge considérable pour l'Etat au niveau de la balance des paiements de l'ordre de 12 UM/KG, autrement dit 852 millions en devises pour les 71.000 tonnes importées à la date de Septembre 1991. Le montant doit être plus élevé car selon Mr. DAHOUD, Président de la

Coopérative Agricole du TRARZA "La question du blé est préoccupante. Alors que le prix FOB sur le marché international ne dépasse pas 85 dollars US la tonne, les autorisations d'importation sont établies sur la base de 156 Dollars US la tonne" ;

- la structure des prix au producteur, élaborée pour l'aide alimentaire en fonction du seuil de rentabilité de la filière céréalière traditionnelle nationale, est complètement compromise, mettant du coup en péril le scénario initial de sécurité alimentaire conçu dans le cadre des activités du Comité Paritaire de Programmation Alimentaire.

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

5 PRINCIPALES RECOMMANDATIONS²⁰

1. En plus des informations sur les prix, il serait souhaitable d'orienter les actions des cellules SIM vers la détermination et le suivi de l'évolution des stocks dans les zones excédentaires, et auprès des intervenants détenteurs potentiels de stocks préalablement identifiés.
2. La formation et l'information des intervenants du secteur non-étatique dans le domaine des techniques et procédures des appels d'offres, de la gestion, la conservation, la normalisation et le traitement des stocks seraient indiquées.
3. Le problème de manque de dotations budgétaires nationales pour les interventions des organismes céréaliers dans la gestion des stocks devrait être posé si l'on veut assurer la pérennité desdits stocks qui sont actuellement financés exclusivement par les bailleurs de fonds.
4. Il serait souhaitable d'initier une réflexion sur les modalités de fixation et d'application des prix des céréales destinées aux zones déficitaires et aux groupes vulnérables. Des prix de vente fixés en fonction des prix du marché sont parfaitement justifiés et doivent être mis en oeuvre. Cependant, il conviendrait de bien analyser les répercussions qu'engendreraient des hausses trop importantes des prix aux consommateurs et des incidences sociales et politiques qui pourraient en résulter.
A cet effet, les organismes céréaliers devraient être associés au suivi de l'évolution de la situation alimentaire dans les zones déficitaires.
5. Parallèlement aux modes d'intervention usuels, l'opportunité des marchés organisés sur la base de contrats pluriannuels entre les organismes céréaliers et le secteur non-étatique devrait être étudiée.
6. Compte tenu de la complexité des modes d'intervention qui diffèrent d'un organisme à l'autre, des réflexions doivent être menées périodiquement sur des méthodes appropriées pour mieux évaluer leur impact positif et négatif.
7. Pour renforcer la sécurité alimentaire sous-régionale, il serait souhaitable de favoriser les échanges entre organismes céréaliers, notamment par le biais des rotations techniques annuelles des différents stocks de réserve.

²⁰ Les présentes recommandations ont été retenues par les directeurs commerciaux et les directeurs généraux des organismes céréaliers lors de la rencontre de Dakar, 9-17 Avril 1992.

The first step in the analysis of the Chinese economy is to identify the main sectors of the economy. The Chinese economy is divided into three main sectors: agriculture, industry, and services. Agriculture is the main sector of the economy, accounting for about 30% of the total output. Industry is the second largest sector, accounting for about 40% of the total output. Services is the third largest sector, accounting for about 30% of the total output.

The second step in the analysis of the Chinese economy is to identify the main sources of capital. The Chinese economy is financed by a combination of domestic and foreign sources. Domestic sources include savings from the population, government savings, and corporate savings. Foreign sources include foreign direct investment (FDI) and foreign aid.

The third step in the analysis of the Chinese economy is to identify the main sources of labor. The Chinese economy is financed by a combination of domestic and foreign sources. Domestic sources include savings from the population, government savings, and corporate savings. Foreign sources include foreign direct investment (FDI) and foreign aid.

The fourth step in the analysis of the Chinese economy is to identify the main sources of technology. The Chinese economy is financed by a combination of domestic and foreign sources. Domestic sources include savings from the population, government savings, and corporate savings. Foreign sources include foreign direct investment (FDI) and foreign aid.

The fifth step in the analysis of the Chinese economy is to identify the main sources of innovation. The Chinese economy is financed by a combination of domestic and foreign sources. Domestic sources include savings from the population, government savings, and corporate savings. Foreign sources include foreign direct investment (FDI) and foreign aid.

The sixth step in the analysis of the Chinese economy is to identify the main sources of growth. The Chinese economy is financed by a combination of domestic and foreign sources. Domestic sources include savings from the population, government savings, and corporate savings. Foreign sources include foreign direct investment (FDI) and foreign aid.

The seventh step in the analysis of the Chinese economy is to identify the main sources of development. The Chinese economy is financed by a combination of domestic and foreign sources. Domestic sources include savings from the population, government savings, and corporate savings. Foreign sources include foreign direct investment (FDI) and foreign aid.

¹ The data in this paper are based on the latest available statistics from the Chinese government. The data are subject to revision as more information becomes available.

ANNEXES

Annexe 1 : Quantités de céréales disponibles auprès des organismes céréaliers

PAYS : BURKINA FASO

ORGANISME CEREALIER : OFNACER

Années	Production brute	Production disponible	Part marché 20 % de	Achats OC	Apports extérieurs à l'OC	Disponible OC (4 + 5)	Pourcentage (6/3)
	(1)	(2)	(2) (3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1982	1275	1084	217	29			
1983	1188	1010	202	25			
1984	1130	961	192	6			
1985	1137	966	193	39			
1986	1584	1346	269	24			
1987	1925	1636	327	21			
1988	1476	1255	251	2			
1989	2062	1753	350	35			
1990	1952	1659	332	21			
1991	1518	1290	258	23			
Total	15247	12960	2591	225	267	508	20

N.B. : Les quantités sont en 1000 tonnes

PAYS : MALI

ORGANISME CEREALIER : OPAM

Années	Production brute	Production disponible	Part marché 20 % de	Achats OC	Apports extérieurs à l'OC	Disponible OC (4 + 5)	Pourcentage (6/3)
	(1)	(2)	(2) (3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1982	1117	945	189	41	45	86	45
1983	1018	865	173	41	53	94	54
1984	874	743	149	26	132	158	106
1985	1111	944	189	28	174	202	106
1986	1162	988	198	82	40	122	62
1987	1763	1499	300	22	21	43	14
1988	1637	1391	278	0	35	35	13
1989	2196	1867	373	30	30	60	16
1990	2155	1832	366	10	22	32	9
1991	1771	1505	301	5	27	32	11
Total	14804	12579	2516	285	579	864	436

N.B. : Les quantités sont en 1000 tonnes

Table 2. Summary of studies that have reported the prevalence of...

Table 3. Summary of studies that have reported the prevalence of...

Study	Year	Location	Sample Size	Prevalence (%)	Notes
1	2001	USA	1000	12.5	
2	2002	USA	1500	15.0	
3	2003	USA	2000	18.0	
4	2004	USA	2500	20.0	
5	2005	USA	3000	22.0	
6	2006	USA	3500	24.0	
7	2007	USA	4000	26.0	
8	2008	USA	4500	28.0	
9	2009	USA	5000	30.0	
10	2010	USA	5500	32.0	
11	2011	USA	6000	34.0	
12	2012	USA	6500	36.0	
13	2013	USA	7000	38.0	
14	2014	USA	7500	40.0	
15	2015	USA	8000	42.0	
16	2016	USA	8500	44.0	
17	2017	USA	9000	46.0	
18	2018	USA	9500	48.0	
19	2019	USA	10000	50.0	
20	2020	USA	10500	52.0	

Table 4. Summary of studies that have reported the prevalence of...

Table 5. Summary of studies that have reported the prevalence of...

Table 6. Summary of studies that have reported the prevalence of...

Study	Year	Location	Sample Size	Prevalence (%)	Notes
21	2001	USA	1000	12.5	
22	2002	USA	1500	15.0	
23	2003	USA	2000	18.0	
24	2004	USA	2500	20.0	
25	2005	USA	3000	22.0	
26	2006	USA	3500	24.0	
27	2007	USA	4000	26.0	
28	2008	USA	4500	28.0	
29	2009	USA	5000	30.0	
30	2010	USA	5500	32.0	
31	2011	USA	6000	34.0	
32	2012	USA	6500	36.0	
33	2013	USA	7000	38.0	
34	2014	USA	7500	40.0	
35	2015	USA	8000	42.0	
36	2016	USA	8500	44.0	
37	2017	USA	9000	46.0	
38	2018	USA	9500	48.0	
39	2019	USA	10000	50.0	
40	2020	USA	10500	52.0	

Table 7. Summary of studies that have reported the prevalence of...

Annexe 1 : Quantités de céréales disponibles auprès des organismes céréaliers

PAYS : MAURITANIE

ORGANISME CEREALIER : CSA

Années	Production brute	Production disponible	Part marché 20 % de	Achats OC	Apports extérieurs à l'OC	Disponible OC (4 + 5)	Pourcentage (6/3)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1982							
1983							
1984							
1985	30	26	5	4	114	118	236
1986	60	51	10	8	62	70	700
1987	146	124	25	15	38	53	212
1988	166	141	28	18	48	66	235
1989	174	148	30	16	59	75	250
1990	183	156	31	19	55	74	238
1991	104	88	18	3	80	83	461
Total	863	734	147	83	456	539	2332

N.B. : Les quantités sont en 1000 tonnes

PAYS : NIGER

ORGANISME CEREALIER : OPVN

Années	Production brute	Production disponible	Part marché 20 % de	Achats OC	Apports extérieurs à l'OC	Disponible OC (4 + 5)	Pourcentage (6/3)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1982	1620	1377	275	37	123	160	58
1983	1704	1448	290	88	25	113	39
1984	1747	1485	297	30	24	54	18
1985	1075	914	183	9	288	297	162
1986	1834	1559	312	44	64	108	35
1987	1825	1551	310		7	7	2
1988	1434	1219	244	18	29	47	19
1989	2386	2028	406	52	26	78	19
1990	1683	1433	287	4	16	20	7
1991	1483	1261	252	16	42	58	23
Total	16791	14275	2856	298	644	942	382

N.B. : Les quantités sont en 1000 tonnes

REVENUE REPORT

DATE	DESCRIPTION	AMOUNT	CHECK NO.	DEPOSITED	RECEIVED
1/1/00					
1/2/00					
1/3/00					
1/4/00					
1/5/00					
1/6/00					
1/7/00					
1/8/00					
1/9/00					
1/10/00					
1/11/00					
1/12/00					
1/13/00					
1/14/00					
1/15/00					
1/16/00					
1/17/00					
1/18/00					
1/19/00					
1/20/00					
1/21/00					
1/22/00					
1/23/00					
1/24/00					
1/25/00					
1/26/00					
1/27/00					
1/28/00					
1/29/00					
1/30/00					
1/31/00					

TOTAL RECEIPTS FOR THE MONTH OF JANUARY 2000

REVENUE REPORT

DATE	DESCRIPTION	AMOUNT	CHECK NO.	DEPOSITED	RECEIVED
1/1/00					
1/2/00					
1/3/00					
1/4/00					
1/5/00					
1/6/00					
1/7/00					
1/8/00					
1/9/00					
1/10/00					
1/11/00					
1/12/00					
1/13/00					
1/14/00					
1/15/00					
1/16/00					
1/17/00					
1/18/00					
1/19/00					
1/20/00					
1/21/00					
1/22/00					
1/23/00					
1/24/00					
1/25/00					
1/26/00					
1/27/00					
1/28/00					
1/29/00					
1/30/00					
1/31/00					

TOTAL RECEIPTS FOR THE MONTH OF JANUARY 2000

Annexe 1 : Quantités de céréales disponibles auprès des organismes céréaliers

PAYS :SENEGAL

ORGANISME CEREALIER :CSA

Années	Production brute	Production disponible	Part marché 20 % de	Achats OC -4	Apports extérieurs à l'OC	Disponible OC (4 + 5)	Pourcentage (6/3)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1982							
1983							
1984							
1985	705	599	120	2	74	76	63
1986	1244	1057	211	23	50	73	35
1987	890	757	151	4	56	60	40
1988	1054	896	179	7	41	48	27
1989	867	737	147	-	43	43	29
1990	1067	907	181	2	43	45	25
1991	1000	850	170	0,6	23	24	14
Total	6827	5803	1159	38,6	330	369	233

N.B. : Les quantités sont en 1000 tonnes

PAYS :TCHAD

ORGANISME CEREALIER :ONC

Années	Production brute	Production disponible	Part marché 20 % de	Achats OC	Apports extérieurs à l'OC	Disponible OC (4 + 5)	Pourcentage (6/3)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1982							
1983							
1984							
1985	379	322	64	6			
1986	640	544	109	8			
1987	730	621	124	8			
1988	572	486	97	7			
1989	808	687	137	18			
1990	617	524	105	9			
1991	602	512	102	6			
Total	4348	3696	738	62	56	113	15

N.B. : Les quantités sont en 1000 tonnes

Annexe II

LES PERSONNALITES RENCONTREES AU CILSS ET DANS LES DIFFERENTS PAYS

II.1 - CILSS :

- Hansjörg Neun,
- Mbaye Yade,
- Ibrahim Demba Bâ,

Coordonnateur du PAROC
Expert, PAROC, CILSS
Coordonnateur DIAPER

II.2 - BURKINA-FASO

OF.NA.CER.

- Alfred Kokou Bénin,
- Issaka Nako,
- Poda Jean Bosco,
- Nana Jean,
- Bata Dieudonné,
- Boniface Doulkouni,
- Kalifa Traoré,
- Zongo Tertius,
- Sanwidi K. Moïse,
- Barry,
- Henri Kaboré,
- Capitaine Kani G.Gnoumou

Directeur Général
Directeur des Stocks
Directeur Commercial
Directeur Administration
Générale et Gestion du
personnel
Chef de la Cellule Etude
Directeur Financier
et Comptable
Chef de la Cellule SIM,

Chambre de Commerce
du Burkina-Faso,
Ouagadougou
Opérateur Economique
CNLES, Ministère de la
Santé et de l'Action
Sociale.
Banquier, BND-B.
Président du GIE

II.3 - MALI

OPAM

- Abdoulaye Koïta,
- Youssouf Touré,
- Michel Durand,
- Cheick Oumar Sidibé,
- Serge Coelo,
- Josué Dioné,
- Jacques Moineau,
- Marcel Monette,

Président Directeur
Général
Directeur Sécurité
Alimentaire
Conseiller PSA/OPAM

Conseiller Technique
Ministère Economie et
Finances
Conseiller Ministériel
Ministère Economie et
Finances
Prisas, INSAH, Bamako
Mission de
Coopération Française,

Ambassade du Canada,
Bureau PRMC

- Mossadeck Bally, Etablissements Bally SA,
Bamako
- Sory Konandji, Opérateur Economique,
Ségou
- David Atwood, USAID,
- Amadou Camara, USAID,
- Le Groupement d'Intérêt Economique Sabu Nyuma.

II.4 - MAURITANIE

CSA

- Babetta Commissaire Adjoint à la
Sécurité Alimentaire, CSA
- Mouhamedou o. Menny, Directeur Commercial, CSA
- Peter Zeppenfeld, Chef de Projet PSA/CSA
- Hafed Bel Hamech, Exploitant Agricole, Rosso
- Alioune Awbek, Exploitant Agricole, Rosso
- Aboubakrim Dahoud, Président de la Coopérative du
Traarza
- Yahya Ould M'kaitir, Directeur National de
l'Agriculture
- Hamala Ould Didi, Chef du Bureau des Etudes
Economiques et politiques
Rurales, Ministère du
Développement Rural.
- Jean Meunier, Expert auprès du Groupement
des Exploitants du Trarza.
- Von Bieler, Conseiller Economique, CEE.
- Mme Jeanne Boisclair, Directrice des Opérations PAM-
- Mohamedoun Ould Zen, Directeur National
"Vivres Contre Travail"/CSA
- Jean Michel Courbeois, Conseiller Technique, MDR
- Mohamed Fadel El Bouthary, Directeur Commercial,
SONIMEX.

II.5 - NIGER

OPVN

- Koubokoye Idrissa, Directeur d'Exploitation,
- Bremer, SIM,
- Kalilou Idi, Chef Division Gestion des
Stocks
- Gerbhard Von Katte, Chef du Projet PSR,
- Maliki Barhouni, Secrétaire Général, Ministère
Promotion Economique.
- Harouna Boureima CONACILSS
- Henry B. Sprietsma, Conseiller Economique FED/CEE
- Halidou Hassane, Commerçant Import-Export,
Marché Complexe, Niamey.
- Dominique Mas, Expert/Ministère du Plan
- Boubacar Adamou, Commerçant, Marché de Katako,
- Dr. Tingary Liman, Consultant Indépendant Niamey.

II.6 - SENEGAL

- Oumar Kane Intendant-Colonel/Commissaire à la Sécurité Alimentaire
- Mme Madeleine Cissé, CONACILSS,
- Pascal T.Woldemariam, Directeur des Opérations PAM.
- Valère-Gilles, Directeur Adjoint des Opérations PAM.
- OPA N'Diaye, Agriculture and Rural Dvpt, ACG Afrique, Dakar.
- Cheick Tidiane Kamara Direction des Douanes
- Mme Olga Sedo-Paguegny USAID, Dakar
- MM. Emmanuel Houzangbé ACDI, Dakar
- M'Bodge, Fonds Commun, Dakar.
- Fodé N'Diaye, Secrétaire Général, Crédit Agricole.
- Arfang Boubacar Daffé Directeur Crédit et Réseau Crédit Agricole.
- Yves Paque, Directeur Bureau d'Appui à la Coopération canadienne.
- Mamadou Lamine Diouk, Administrateur Civil Principal/Caisse de Péréquation et de Stabilisation des Prix.
- Djibrill Faye, Responsable de la Filière Blé Farine, Caisse de Péréquation.
- Oumar Samba N'Diaye, Chef de la Division Produits Céréaliers/Caisse de Péréquation.
- Tall, Chef de Division, Direction du Commerce.
- Sidibé, ISRA.
- Mayoro Wade, Cabinet Expert Comptable/Dakar
- Henao, Conseiller Economique/CEE/Dakar.

II.7 - TCHAD

ONC

- Le Directeur Général
- Le Directeur Général Adjoint
- Le Directeur Financier
- Le Directeur Commercial
- L'Expert Conseiller de la FAO
- Dansala Bambé Ministre du Développement Rural.
- Hennebert, CEE / FED
- J. Taft Dick, Directeur des Opérations PAM
- Christine Nalletamby, MSF / CNNTA.
- Aboubacar Ourdé, Directeur Général p.i. du Développement Rural.
- Mokaddem Mejid, Banque de Développement du Tchad.
- Les Mc Bride Jr., USAID, TCHAD.

1. The first thing I noticed when I stepped out of the plane was the cold. It was a sharp contrast to the warm, humid air of the tropics. I shivered slightly, pulling my jacket closer. The ground beneath my feet was a mix of dirt and gravel, and the air smelled of dust and exhaust. I looked up at the sky, where a few wispy clouds were scattered. The sun was high, and the light was bright. I took a deep breath, feeling the cool air fill my lungs. It was a strange feeling, being so far from home. I had heard that the weather would be perfect, but it felt like I had been thrown into a different world. I glanced at my watch, noting the time. It was late in the morning, and I had a long day ahead of me. I straightened up, ready to face whatever came my way. The journey had been long, but it was worth it. I was here, and I was ready to start.

2. The second thing I noticed was the silence. It was a heavy, oppressive silence that seemed to weigh down on me. There were no sounds of birds or insects, no distant voices or the hum of machinery. It was as if the world had been hushed. I looked around, trying to find the source of the silence. But there was nothing. The only sound I could hear was the sound of my own breathing. I felt a little disoriented, as if I had been dropped into a void. I took a step forward, feeling the ground beneath my feet. It was firm, but it felt strange. I had never before. I had heard that the place was beautiful, but it felt like I had been taken to a different planet. I glanced at my watch again, noting the time. It was still late in the morning, and I had a long day ahead of me. I straightened up, ready to face whatever came my way. The journey had been long, but it was worth it. I was here, and I was ready to start.

Annexe 3 : Termes de référence de l'étude

CILSS

Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

PAROC

Programme d'Appui Régional aux Organismes Céréaliers
01 BP 67 Ouagadougou 01 / Burkina Faso

Etude sur la Commercialisation de Céréales par les Organismes Céréaliers

Termes de Références

1. OBJECTIF DE L'ETUDE

L'objectif principal de cette étude vise l'Amélioration des échanges céréaliers entre les Organismes Céréaliers et les autres intervenants sur le marché céréalier notamment les commerçants privés et les groupements (associations) villageois dans les pays du CILSS suivants : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.

2. RESULTATS ESCOMPTEES PAR L'ETUDE

- a) Les différents modes d'interventions des Organismes Céréaliers sur le marché céréalier sont identifiés.
- b) Les impacts des différents modes d'intervention sur la sécurité alimentaire en général (effets économiques, sociaux, etc., positifs et négatifs), sur le fonctionnement des marchés céréaliers et le fonctionnement des Organismes Céréaliers en particulier sont mieux connus.

3. TACHES SPECIFIQUES DU CONSULTANT

- 3.1 Développer une méthode d'analyse (questionnaire à utiliser auprès des Organismes Céréaliers) à savoir les éléments suivants (par pays et par Organisme Céréalier) :

Class

The class of the patient is a factor in the selection of the treatment.

1914

The class of the patient is a factor in the selection of the treatment.

Class

The class of the patient is a factor in the selection of the treatment.

The class of the patient is a factor in the selection of the treatment.

The class of the patient is a factor in the selection of the treatment.

The class of the patient is a factor in the selection of the treatment.

The class of the patient is a factor in the selection of the treatment.

The class of the patient is a factor in the selection of the treatment.

The class of the patient is a factor in the selection of the treatment.

The class of the patient is a factor in the selection of the treatment.

The class of the patient is a factor in the selection of the treatment.

a) au niveau des achats

- quel est le cadre politique/idéologique des interventions et quel est le modèle de programmation des campagnes d'achats appliqué par les Organismes Céréaliers ?
- quels sont les modes d'achats appliqués par les Organismes Céréaliers (en tonnes et en %, couvrant la période 1982 à 1991) ?
 - . achats auprès des producteurs
 - . achats auprès des groupements
 - . achats aux marchés directs (marchés populaires)
 - . achats auprès des commerçants (céréales locales)
 - . achats auprès des commerçants (céréales importées)
 - . (quantités des aides alimentaires reçues)
 - . (quantités des importations commerciales reçues)
- quels modèles d'appels d'offres ont été appliqués ?
- quelles ont été les modalités de paiements ?
- quelles sont les expériences avec ces modes d'achats identifiés ci-dessus ?
 - . les coûts de l'intervention par tonne (rendu magasin)
 - . les effets obtenus sur
 - .. la qualité des céréales
 - .. la production
 - .. la mobilisation des stocks (transferts inter-régional)
 - à développer
 - . les obstacles/problèmes rencontrés concernant
 - .. l'organisation
 - .. le financement
 - à développer

b) au niveau des approvisionnements (ventes, ventes à prix sociaux, distributions gratuites , etc.)

- quel est le modèle de programmation des approvisionnements appliqué par les Organismes Céréaliers ?
- quels sont les modes d'approvisionnement appliqués par les Organismes Céréaliers (en tonnes et en %, couvrant la période 1982 à 1991) ?
 - . ventes en gros
 - . ventes en demi-gros
 - . ventes en détail
 - . ventes par appels d'offres
 - . ventes par les centres régionaux des Organismes Céréaliers
 - . ventes par des commerçants
 - . ventes par des groupements/associations villageois
 - . ventes à des prix sociaux
 - . distributions des Vivres Contre Travail
 - . distributions gratuites

The first part of the report discusses the importance of the study and the objectives of the research. It also provides a brief overview of the methodology used in the study.

The second part of the report presents the results of the study. It includes a detailed description of the data collected and the analysis performed.

The third part of the report discusses the conclusions drawn from the study. It highlights the main findings and their implications for the field of research.

The fourth part of the report provides a summary of the study and its findings. It also includes a list of references and a list of figures and tables.

The fifth part of the report contains the appendices. These include the raw data, the analysis code, and other supplementary information.

The sixth part of the report is the conclusion. It summarizes the main findings of the study and discusses their implications for the field of research.

The seventh part of the report is the bibliography. It lists all the sources used in the study, including books, articles, and online resources.

The eighth part of the report is the list of figures and tables. It provides a brief description of each figure and table and its location in the report.

The ninth part of the report is the list of abbreviations. It defines the abbreviations used throughout the report to ensure clarity and consistency.

The tenth part of the report is the list of symbols. It defines the symbols used throughout the report to ensure clarity and consistency.

The eleventh part of the report is the list of acronyms. It defines the acronyms used throughout the report to ensure clarity and consistency.

The twelfth part of the report is the list of keywords. It provides a list of keywords that describe the main topics of the study.

The thirteenth part of the report is the list of subject headings. It provides a list of subject headings that describe the main topics of the study.

The fourteenth part of the report is the list of distribution points. It provides a list of locations where the report is available for distribution.

The fifteenth part of the report is the list of distribution points. It provides a list of locations where the report is available for distribution.

The sixteenth part of the report is the list of distribution points. It provides a list of locations where the report is available for distribution.

The seventeenth part of the report is the list of distribution points. It provides a list of locations where the report is available for distribution.

- quels modèles d'appels d'offres ont été appliqués ?
- quelles ont été les modalités de paiements ?
- quelles sont les expériences avec ces modes d'approvisionnement identifiés ci-dessus ?
 - . les coûts de l'intervention par tonne
 - . les effets obtenus sur
 - .. l'approvisionnement du marché céréalier
 - .. , etc..... à développer
 - . les obstacles/problèmes rencontrés concernant
 - .. l'organisation
 - .. le financement
 - .. , etc..... à développer

3.2 Développer une méthode d'analyse (questionnaire à utiliser auprès du secteur non-étatique, commerçants, groupements villageois, producteurs) à savoir les éléments suivants (par pays) :

- quelles sont leurs expériences concernant les échanges céréaliers avec les Organismes Céréaliers ?
 - . les obstacles/problèmes rencontrés concernant
 - .. le financement
 - .. les appels d'offres
 - .. , etc. à développer

4. REALISATION DE L'ETUDE

Aux fins de l'étude, le Consultant effectuera des missions de courte durée à l'intérieur des six pays concernés.

5. ELABORATION DES PROPOSITIONS/RECOMMANDATIONS

- quelles sont les propositions afin d'améliorer le système d'achat actuel et de le rendre plus efficace ?
- quelles sont les propositions afin d'améliorer le système d'approvisionnement et de le rendre plus efficace ?
- quelles sont les propositions susceptibles de faciliter les échanges céréaliers entre les Organismes Céréaliers et le secteur non-étatique afin de rendre ce système plus efficace ?

6. Durée et déroulement de l'étude

Préparation	: 2 semaines
Mission	: 6 semaines
Rapport	: 2 semaines



1. Preparation of the document
2. Classification of the document
3. Indexing of the document

